No 15 – 29 septembre au 14 octobre 1977

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL
Supplément à l'Humanité rouge No 738

REJETEZ LES VIEUX PARTIS !



ENTREPRISE LE POUVOIR POUR QUI ?

A propos des nationalisations, des ouvriers parlent

(Pages 15-16-17- 18)



Les lecteurs ont la parole

Je vous présente une petite contribution à propos de la presse marxiste-léniniste. Du fait de mon isolement, je n'ai pu en discuter avec aucun camarade et, de ce fait, elle ne reflète que mon avis personnel.

J'ai lu avec une très grande attention l'article du directeur politique dans le bimensuel No 10 (...)

Que déduire de tout cela ? (...)

Étant donné le développement actuel de la conscience politique de la classe ouvrière (et de ses alliés : les petits paysans), même s'il n'en joue pas moins un rôle d'agitation et de propagation des idées révolutionnaires important, il reste que le quotidien ne peut pas prétendre jouer, dans l'immédiat, le rôle d'organisateur collectif des luttes de la classe ouvrière comme se le doit tout grand journal révolutionnaire (cf définition du rôle d'un organe de presse par Lénine dans «Que faire ?»). Il ne suffit pas que le quotidien engloutisse une énergie considérable pour qu'il puisse prétendre jouer pleinement ce rôle. L'organisation de notre presse ne correspondant pas au stade actuel de la lutte de classe du prolétariat et de son avant-garde.

En fait, le problème est de savoir qui sert le quotidien ? Si la justesse de la ligne idéologique et politique est fondamentale, il ne faut pas sous-estimer l'importance du fait de savoir par qui il est lu et pour qui il joue donc ce rôle d'agitateur, de propagateur et d'organisateur que lui attribuait Lénine. Faut-il un quotidien paraissant sur au moins 8 pages, lu par une élite ou un journal paraissant moins fréquemment mais étant lu par un plus grand nombre de travailleurs ? En quoi un journal qui se veut révolutionnaire servirait-il le prolétariat s'il ne se met pas à la portée des larges masses exploitées par le capitalisme ? A la limite, à quoi bon gaspiller tant d'énergie pour l'éditer (...)

Camarade,

L'intérêt que tu portes à la question de notre presse, le souci que tu as d'envisager le problème d'un point de vue d'ensemble, sont une excellente chose. Chaque fois qu'un lecteur, même épisodique (ce n'est pas ton cas) nous écrit pour faire des propositions ou même de simples critiques, il nous apporte une aide précieuse. Cela nous amène à voir souvent certains aspects de notre travail sous un angle nouveau.

C'est ainsi que nous avons, en Comité de rédaction, discuté de ta lettre. Certaines de tes remarques sont justes.

D'autres ne le sont pas : ainsi ta remarque sur le quotidien qui s'adresserait à une «élite» et qui devrait disparaître.

Aller plus loin

Lorsque nous avons pris, voici déjà 3 ans, la décision de lancer un quotidien, il s'agissait d'une entreprise énorme : celle-ci allait entrainer pour nous des modifications importantes dans de nombreux domaines, et cela sans qu'on puisse vraiment les imaginer au début.

Voici 3 ans, nous n'avions ni quotidien, ni bimensuel, ni... journalistes permanents ! Nous faisions imprimer, chez un imprimeur privé, un hebdomadaire qui nous coûtait fort cher. Nous devions régulièrement couvrir nos dettes par des appels à la souscription militante. Tous nos camarades, qui ont connu cette époque, se souviennent des sacrifices financiers réguliers consentis par nos diffuseurs et lecteurs.

Malgré ces difficultés financières dues aux lois du marché capitaliste, l'Humanité rouge hebdomadaire, qui avait succédé en 1969 à l'Humanité Nouvelle, organe central du PCMLF, jeté dans la clandestinité par la bourgeoisie, cette Humanité rouge joua un rôle irremplaçable : elle permit le regroupement et l'organisation, autour du journal, de sympathisants marxistes-léninistes qui allaient rapidement renforcer le jeune parti marxiste-léniniste, fondé en décembre 1967.

L'Humanité rouge hebdomadaire permit aussi au parti marxiste-léniniste, affronté aux vigoureuses attaques du pouvoir (illégalité, procès en Cour de sûreté de l'État, coup à la caisse, etc.), et aux attaques internes de représentants de la bourgeoisie (groupes fractionnistes) de tenir bon dans la tempête. Il s'agissait encore alors de se battre pour l'existence et le début d'édification prolétarienne du jeune parti dans les entreprises.

Un quotidien de qualité une nécessité

Ce premier objectif atteint, il fallait aller plus loin, entreprendre la généralisation, PARTOUT, dans la classe ouvrière, dans la paysannerie pauvre, dans les couches laborieuses, parmi les intellectuels révolutionnaires, de noyaux communistes marxistes-léninistes.

Or en même temps que cette tâche nouvelle se posait à nous l'aiguisement de la lutte de classe sur le plan international, comme sur le plan national, l'accélération des évènements nous imposait un travail d'explication et d'éducation plus grand que jamais : l'hebdomadaire, c'était une constatation dans les faits, ne nous permettait plus de répondre à notre tâche : au rôle d'un journal de combat, d'un journal de classe, d'un journal de parti.

C'est ainsi que fut posé POLITIQUEMENT le problème, et quiconque se penche un peu sur l'histoire de notre quotidien, verra que nous avons incontestablement avancé par rapport à l'hebdomadaire d'autrefois.

Ainsi, malgré la diffusion très insuffisante à notre avis du quotidien, nos camarades journalistes et correspondants locaux se sont souvent aperçus qu'en des endroits où nos forces n'existaient pas encore, les ouvriers connaissaient l'existence de notre quotidien et voyaient en lui, un soutien de leur luttes.

Ils savent que si la presse bourgeoise, Humanité y compris, attaque ou déforme leur combat, l'Humanité rouge quotidien, elle, leur offre une tribune de classe.

Des progrès à faire

Mais nous ne sommes pas satisfaits. Nous l'avons dit, la diffusion du quotidien est très insuffisante. Est-ce que cela veut dire qu'il faut supprimer le quotidien ? Nous pensons que ce serait une mauvaise chose à l'heure des grandes batailles politiques en cours et qui se développeront en 1978 et après. Non, nous devons plutôt examiner comment avoir un bon quotidien, comment corriger nos défauts et insuffisances ?

Quels sont ces défauts ? Est-ce de vouloir s'adresser à des lecteurs avancés ? A des ouvriers d'avant-garde. Non, car c'est eux d'abord que nous voulons gagner, c'est eux qui jouent et joueront un rôle de noyau dirigeant dans les luttes.

Suite page 30

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Editorial

International

La France des luttes

Informations générales

Culturel

Sciences



Entreprise : à propos des nationalisations, des ouvriers parlent : «Le pouvoir pour qui ?» (Pages 15-16-17-18).



La guerre secrète contre les Corses (pages 4 et 6).



Chine : l'édification du socialisme (pages 8 et 9).

Le prochain numéro de PROLETARIAT paraîtra le 15 octobre

Passez vos commandes à PROLETARIAT BP 320 13213 – Marseille - Cédex 1

L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Redacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Évelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquette et illustration* : Alexis Vert et Jean-Luc Boyer. *Dessinateurs* : Sylvestre et Lucha. *Administration*: Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle*. Direction de publication : Suzanne Marty.

Arrestations, perquisitions, intimidations policières...



GUERRE SECRETE CONTRE LES CORSES

Dans le No 13 du bimensuel, sous le titre «Giscard en guerre contre les Corses», nous annoncions la mise en place par le gouvernement, *«d'un plan de répression mettant en œuvre les instructions personnelles de Giscard d'Estaing»*.

C'est aujourd'hui chose faite. Il a d'abord essayé de mobiliser la population contre les «activités séparatistes» en organisant, le 9 septembre, une manifestation autour des «élus», c'est-à-dire en fait autour des deux grands «clans» (le «clan de gauche» de François Giaccobi, Radical de gauche, sénateur, et président du Conseil régional et «le clan de droite» autour de Jean-Paul de Rocca Sence, député RPR). Ce fut un lamentable échec.

Une atmosphère irrespirable

Il passe maintenant à la répression ouverte et aux tentatives d'intimidation de la population, particulièrement des petits paysans. Ces derniers jours, les interpellations et les perquisitions se sont multipliées dans la région de Bastia et dans la plaine orientale où des menaces pèsent toujours sur les petits paysans qui occupent, depuis le mois de février, les terres des colons «faillis».

Selon l'un de ces petits paysans, la présence policière est tellement importante dans cette région que *«l'atmosphère y devient véritablement irrespirable»*.

C'est ainsi que, vendredi 16 septembre, à l'aube, une perquisition a été effectuée dans la grange d'un éleveur de Calzarello, sous le prétexte fallacieux d'y trouver des armes volées dans une armurerie de Solenzora, il y a quelques semaines.

Mais le fait important de ces derniers jours, c'est l'arrestation, à Bastia, de quatre militants qui viennent d'être traduits devant la Cour de sûreté de l'État pour *«atteinte à l'intégrité du territoire national et utilisation sans autorisation d'une station radio-électrique privée»*.

Deux d'entre eux, José Stromboni et Jean Nicolaï, ont été incarcérés à la Santé et à Fresnes, les deux autres, Louis Acquaviva et Louis Sarrochi, ont été placés sous contrôle judiciaire à leur domicile.

Une machination

Les conditions mêmes de leur arrestation méritent qu'on s'y arrête ; elles sont révélatrices de l'arbitraire policier qui règne en Corse.

Dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14, la villa du procureur général de Bastia aurait été mitraillée, un CRS de garde blessé. Dans la nuit et au petit matin, José Stromboni, Jean Nicolaï, Louis Acquaviva et Louis Sarrochi sont interpellés. Lundi 20, on apprend... qu'aucun attentat n'a eu lieu contre la villa du juge.

Que s'est-il passé ? Le «Provençal-Corse» du mardi 20, qu'on ne peut suspecter de sympathie pour les militants corses, nous le révèle : *«D'une part, "un coup de feu, tout au plus" a été tiré, blessant superficiellement le CRS de garde qui a été soigné par l'épouse du PG, médecin de son état.*

»Le coup de feu n'était dirigé ni contre le procureur général, ni contre sa villa, on n'a relevé aucun impact sur les murs de celle-ci.

»Un CRS a tiré avec son pistolet-mitrailleur, un collègue en a fait autant avec son mousqueton, les seuls étuis de cartouche qu'on ait retrouvés appartiennent à ces deux armes.

(suite page 6)

Rejettez les vieux partis !

A qui la faute si nombre de travailleurs n'ont qu'indignation pour les dirigeants de l'Union de la gauche ? Pendant 5 ans, les uns et les autres ont répété aux masses populaires qu'il fallait compter avant tout sur l'Union de la gauche pour améliorer leur sort. Les uns et les autres ont appelé les exploités à supporter l'exploitation capitaliste en attendant de mettre leur bulletin dans l'urne. Et voilà, qu'à quelques mois de ces fameuses élections prétendument décisives, les uns et les autres se sont encore révélés plus soucieux de leur pouvoir de politiciens que d'un réel changement de situation pour les travailleurs : voilà Mitterrand et Cie qui se voient déjà au gouvernement et qui appellent au réalisme. Et voilà Marchais et Cie, acculés, qui tapent du poing sur la table parce que leur contrôle sur les entreprises n'est assez étendu et parce que la politique de défense du PS tient compte du danger d'agression de l'URSS.

Où est l'intérêt des ouvriers dans tout cela ?

Sûrement pas du côté de tous ces politiciens qui n'aspirent qu'à gérer l'État bourgeois avec sa police, ses tribunaux, son armée de classe ! Avez-vous noté quelque part, parmi les divergences entre PC et PS, la question de l'armement du peuple et du désarmement de la police envoyée contre les ouvriers ?

Or, l'histoire du peuple de France est pleine de leçons à ce sujet. Nous avions, quant à nous, inlassablement rappelé l'histoire des trahisons anti-ouvrières des dirigeants socialistes. Mais s'en tenir à cela serait très insuffisant.

Aujourd'hui, le PCF n'est plus un parti communiste, victime du parti socialiste. Le PCF n'est plus depuis longtemps le parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Et aujourd'hui, Marchais voudrait que la classe ouvrière, les travailleurs lui servent de masse de manœuvre, de groupe de pression dans ses tractations avec Mitterrand !

Mais ça suffit !

Il est grand temps de renvoyer ces prétendus représentants de la classe ouvrière à leur cuisine électorale.

Nous, marxistes-léninistes, nous avons toujours condamné le reniement du principe de la révolution armée prolétarienne et populaire et du principe de la dictature de la classe ouvrière sur la bourgeoisie.

Nous avons toujours dénoncé le caractère électoraliste et ultra-opportuniste de l'alliance du PCF avec le PS. Pourquoi ? Ce n'est pas que notre mot d'ordre soit «Jamais d'alliance» ; au contraire, nous pensons que la classe ouvrière doit savoir unir tout ce qui peut être uni contre la grande bourgeoisie capitaliste et les deux superpuissances. Pour nous, il est indispensable d'utiliser toutes les contradictions des ennemis de classe, la moindre faille chez les ennemis. *Mais à une condition, à la condition expresse de ne JAMAIS abandonner l'ESSENTIEL : l'éducation, la préparation et l'organisation de la classe ouvrière en vue de l'affrontement armé avec les forces du CAPITAL.*

Ce n'est pas par goût aventuriste de la violence mais parce que l'histoire a montré que, à un moment ou à un autre, la bourgeoisie n'hésite pas à recourir à la violence généralisée pour défendre son pouvoir et ses intérêts de classe exploiteuse. L'exemple tragique du Chili n'est pas loin, quatre années seulement nous en sépare.

N'est-ce pas une honte d'entendre un dirigeant soi-disant communiste, Georges Marchais, déclarer pitoyablement : *«Si le PS nous abandonne, nous n'avons pas de politique de rechange...»*. Autrement dit, si Mitterrand nous lâche, nous ne pouvons qu'appeler les travailleurs à le supplier de revenir sur sa décision : drôle de perspective concrète de passage au socialisme...

Nous, marxistes-léninistes, nous disons : *«Ouvriers, petits paysans, travailleurs, ne comptez que sur vous-mêmes : la prise du pouvoir, c'est votre affaire. N'attendez rien de la bourgeoisie et de ses partis. Rejetez vos illusions, préparez-vous à la lutte !»*.

Les faits n'ont cessé de nous donner raison tant sur le plan international que sur le plan national. Les deux grands mensonges sur la «détente», la «coexistence pacifique» et sur le «passage pacifique au socialisme» n'ont pas cessé de s'effriter.

Mais il ne nous suffit pas d'avoir raison. Il est nécessaire que le parti des communistes marxistes-léninistes de France se renforce, qu'il devienne un grand parti connu et apprécié des travailleurs de tout le pays. C'est pour affirmer l'existence de ce parti des ouvriers, indépendant de la bourgeoisie, c'est pour populariser ses positions que nous participerons à la campagne électorale de 1978 en présentant dans certains endroits des candidats ouvriers ou petits paysans.

En ce qui concerne les élections, notre point de vue c'est que ce sont des opérations de la bourgeoisie pour tromper le peuple : derrière un soi-disant choix offert au peuple, c'est en réalité toujours le capitalisme qui se maintient. Dans ces élections, on ne propose pas au peuple de choisir entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du peuple sur la bourgeoisie.

C'est pourquoi nous ne considérons les élections de mars 1978 que comme un moment de notre bataille politique, un moment de la lutte pour l'éducation et la préparation des masses en vue de la révolution prolétarienne.

L'avenir des travailleurs, l'avenir de la France ne se trouvent ni entre les mains du Parlement, ni entre celles du gouvernement, ni entre celles d'aucun parti bourgeois parce que ce sont tous des instruments de la classe des exploiteurs. *L'avenir, c'est dans la force de l'organisation collective à la base dans les usines et les campagnes qu'elle réside.*

Henri JOUR

Guerre secrète contre les Corses

José Stromboni et Louis Sarochi

(suite de la page 4)

»Les gardiens de la villa n'ont vu passer personne, n'ont entendu aucun bruit de moteur.

»Ce sont là des faits».

Et le journal socialiste avance cette hypothèse :

«Le premier tireur serait tout simplement le CRS qui, alerté peut-être par quelque bruit, a manifesté sa présence en se servant de son pistolet-mitrailleur. C'est ainsi qu'il se serait très légèrement blessé, peut-être en faisant une fausse manœuvre pour armer ?

»Entendant les coups de feu, sans en situer la provenance, l'autre gardien a tiré en l'air au mousqueton, histoire de dissuader ce qu'il a pensé être un agresseur».

Va-t-on alors relâcher les quatre militants mis hors de cause : «Il n'y a aucune relation directe, *et les policiers n'en ont pas faite,* entre l'incident... et ces interpellations» !

Nous avons, quant à nous, une autre hypothèse à émettre sur cette histoire qui ressemble surtout à une histoire à dormir debout : le soi-disant attentat n'était qu'un prétexte pour s'emparer de militants connus, notamment de José Stromboni.

En fait, il s'agit tout simplement de l'application de ce que disait le ministre de la Justice, Peyrefitte, le 22 août : *«Il faut avertir les séparatistes des risques qu'ils courent... On ne peut pas ne pas envisager que la Cour de sûreté de l'État soit saisie... pas seulement pour faits, mais pour menaces en paroles».*

«Porte-parole d'un peuple muselé»

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le pouvoir tente de s'emparer de José Stromboni. En janvier 74, il avait été accusé, sans aucune preuve, d'être le cerveau du «Fronte paisanu de Liberazione» (FPLC).

Le FPLC, organisation qui n'existe plus aujourd'hui, venait de se signaler, le 15 septembre 73, par le plastiquage d'un des bateaux de la «Montedison» qui déversait les fameuses boues rouges au large de la Corse et par une série d'attentats dans la nuit du 3 au 4 janvier 74. Incarcéré à la Santé, José Stromboni fut libéré le 10 février et bénéficia du non-lieu.

Pourquoi cet acharnement contre José Stromboni ? Parce qu'il est un militant nationaliste de longue date bien que n'appartenant à aucune organisation autonomiste ;il révéla au grand jour et devant l'opinion internationale, la situation faite au peuple et à la nation corse.

Opticien à Bastia, ancien président de la Jeune Chambre économique de cette ville, il est très représentatif de cette catégorie de militants, issue de la petite et de la moyenne bourgeoisie corse, qui ont pris conscience, dans les années 60, que, dans le cadre de l'État capitaliste français, la Corse représentait une minorité nationale opprimée. Pourquoi dans les années 69 ? Parce qu'à cette époque, la Corse, en raison du développement du tourisme et de l'introduction de l'agriculture capitaliste dans la plaine orientale, connaît une certaine expansion.

La petite et moyenne bourgeoisie, les premières, voient alors que cette expansion profite exclusivement aux monopoles capitalistes et aux colons, rapatriés d'Algérie, pas aux Corses. D'où sa révolte et la renaissance du mouvement national corse qui s'étendra, par la suite, à d'autres couches, notamment les petits paysans.

Sous l'influence de la décolonisation et des luttes des peuples du tiers monde, certains de ces militants se sont radicalisés et ont pris une orientation progressiste.

C'est José Stromboni qui, au mois de juin 73 à Beyrouth, devant le 1er Congrès international des villes de la Méditerranée, provoque un véritable scandale en se présentant comme le porte-parole d'un *«peuple muselé»* et d'une *«nation vaincue»* et en demandant que le problème corse soit porté devant l'ONU. La bourgeoisie française ne lui a jamais pardonné ce discours ; son magasin a, d'ailleurs, déjà été plastiqué par les barbouzes au service du pouvoir.

La mobilisation : une nécessité

Les protestations contre ces arrestations et contre la vague de répression se sont multipliées, ces derniers jours, notamment celles du comité antirépression de la Corse (CAR) et du comité politique régional du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Dans plusieurs villes de Corse, les CAR se sont réunis, d'autres sont en constitution, y compris sur le continent.

Le peuple corse, qui lutte pour son droit à disposer de lui-même, a droit au soutien et à la solidarité de la classe ouvrière et du peuple de France. Contrairement à ce que disent les dirigeants du PCF, sa lutte ne divise pas les travailleurs ; ceux qui divisent les travailleurs, ce sont ceux qui veulent perpétuer l'oppression nationale en Corse et tentent de dresser les travailleurs français contre les militants nationalistes corses et d'empêcher la réalisation de leur unité contre leur ennemi commun, l'État capitaliste français.

Comme le disait Lénine, en 1916, *«le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme»* nous commande d'utiliser les conflits qui surgissent sur ce terrain *«comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie».*

Dans les semaines qui viennent, nous nous mobiliserons pour exiger la libération des militants corses qui viennent d'être emprisonnés, ainsi que pour celle de Serge Cacciari, accusé d'avoir tué un CRS pendant la manifestation de la nuit du 27 au 28 août 1975 à Bastia et condamné, le 10 juillet 1976, à 10 ans de réclusion criminelle par la Cour de sûreté de l'État ; pour exiger l'arrêt des mesures de répression et d'intimidation en Corse , pour le droit du peuple corse à disposer de lui-même.

Michel FARTAS

Allemagne de l'Est

La grande peur de la nouvelle bourgeoisie

Depuis plusieurs mois, des bruits courent sur d'importantes dissensions au sein de l'équipe dirigeante de l'État est-allemand ; divergences entre des fractions du Bureau politique du SED : une fraction d'économistes, une fraction groupée autour du responsable de la Sécurité d'État, une fraction «sociale» (Honecker), etc .

Au début de l'année déjà, il y avait eu des changements de poste, et depuis, les indices d'une crise interne se sont multipliés. C'est là le reflet de la crise de plus en plus profonde que traverse la RDA dans tous les domaines.

L'origine de cette crise, c'est la pression de l'URSS sur la RDA. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont de plus en plus défavorables à la RDA : les prix des marchandises russes augmentent, les quantités livrées baissent, si bien que la RDA doit importer de plus en plus de marchandises occidentales, et son endettement vis-à-vis de l'Ouest augmente (déjà plusieurs milliards de marks).

La nouvelle bourgeoisie s'efforce de reporter tout le poids de ses difficultés sur le peuple, mais de façon camouflée, car elle a peur d'une flambée de révolte populaire. Elle n'augmente pas directement les prix, comme l'avait fait Gomulka en Pologne en décembre 70 ; mais, par exemple, elle vend au même prix un café de moins bonne qualité et elle crée une autre marque de café, de même qualité qu'auparavant, mais plus cher.

Dans le même temps, elle se livre à la chasse aux devises occidentales et, pour cela, elle ne recule devant aucun moyen. Notamment, elle pratique la vente des prisonniers à l'Ouest moyennant de grosses sommes en devises. Mercredi 21 septembre, ce sont 90 prisonniers qui ont été libérés de RDA. La semaine précédente, 90 personnes avaient déjà quitté la RDA.

Le trafic humain lui a déjà rapporté près de 1,5 milliard de francs, le montant variant entre 80 000 à 200 000 F par tête selon l'importance et la qualification des intéressés.

Un autre moyen mis en œuvre : la création d'«Intershops», magasins spéciaux où l'on peut acheter des denrées de luxe uniquement avec de l'argent occidental. Mais cela aussi suscite un vaste mécontentement, car les gens savent bien que les nouveaux bourgeois peuvent, eux, se payer tout ce qu'ils veulent sans problèmes.

Les magasins «Intershop» réservés aux nouveaux bourgeois

Répression

Depuis le début de l'année, une trentaine de dissidents ont été expulsés à l'Ouest, dont des artistes aussi connus et populaires que le chanteur Manfred Krug. D'autres sont l'objet de toutes sortes de tracasseries, comme le professeur Havemann, ancien résistant antinazi, placé en résidence surveillée et totalement coupé de l'extérieur. Tout récemment, un cadre de l'appareil économique, Rudolf Bahro, a publié à l'Ouest un livre qui arrache aux nouveaux bourgeois leur masque de marxistes : il a aussitôt été incarcéré. Mais comme le note «Rote Fahne», organe central du Parti communiste d'Allemagne (KPD), «l'opposition dans ces milieux montre que la base politique du régime de Honecker est extrêmement fragile et qu'elle s'effrite».

Une opposition de masse

Et ce n'est pas là seulement l'opposition de quelques individus isolés, mais bien un phénomène de masse, comme en témoignent les pétitions antirépression à Iéna ou à Riesa, et aussi la demande déposée officiellement par 200 000 personnes – soit 1,1 % de la population – de quitter la RDA, et cela malgré tous les ennuis que cela peut leur attirer : perte de leur emploi, surveillance policière constante, etc.

Tout ceci fait grand peur aux autorités social-fascistes, car derrière ces oppositions, elles savent bien qu'il y a la révolte sourde de 95 % du peuple.

Et de plus en plus clairement, les Allemands de l'Est voient que sans la présence des chars russes, le régime antipopulaire de Honecker ne pourrait pas survivre longtemps.

LES OUVRIERS NE SE LAISSENT PLUS FAIRE

Selon des informations rapportées par «Rote Fahne», les ouvriers de deux grandes entreprises est-allemandes viennent de se lancer dans la lutte. Constatant que certains produits (comme des transistors ou des mini-cassettes) ne sont plus en vente que dans les «Intershops» où il faut payer en devises, ils exigent que 30 % de leurs salaires leur soient versés en mark-ouest. Revendication qui porte un coup sévère aux privilèges de la minorité bourgeoise et qui témoigne d'un nouvel essor du mécontentement populaire.

Un peuple libre
Un pays en pleine transformation

Depuis l'écrasement de la bande des Quatre en Chine, il ne manque pas de voix dans les pays capitalistes et révisionnistes pour décréter que s'en est fini de la révolution chinoise. Les mêmes qui parlaient hier de chaos et d'anarchie pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne pour la condamner aux yeux des peuples du monde, parlent aujourd'hui d'abandon des grands principes marxistes, élaborés par Mao Tsé-toung sur l'édification du socialisme.

Une chose est certaine, ces «experts» bourgeois des questions chinoises, à qui la nécessité professionnelle donne parfois l'occasion de résider en Chine, ne s'y entendent guère en marxisme-léninisme mais se font compétents pour substituer à la Chine telle qu'elle est, une Chine abstraite et préconçue dans leur seule tête.

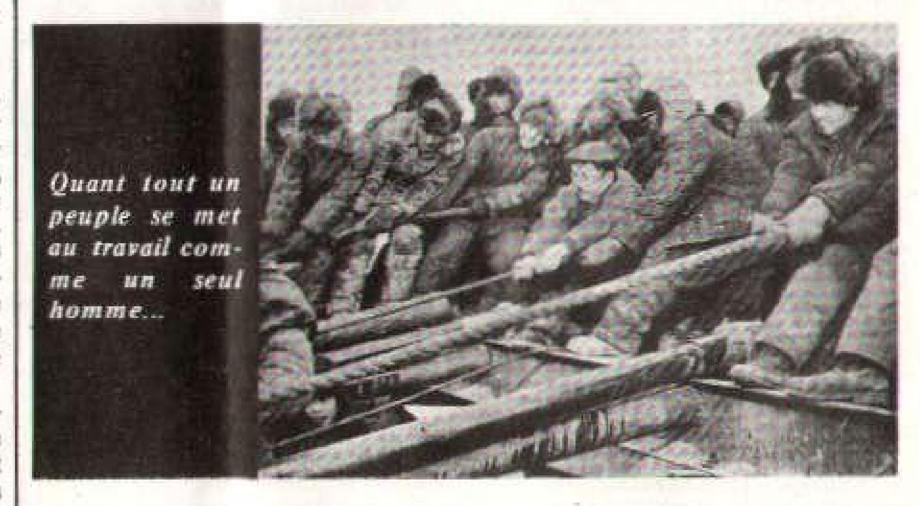
Certes, la Chine a changé et changera encore. Sous la direction de leur parti communiste, des centaines de millions de paysans et ouvriers chinois ont édifié, en quelques 28 ans, un pays socialiste qui n'a rien à voir avec le pays très arriéré, dominé par l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique d'avant 1949.

Un seul exemple, connu déjà, mais qui conserve sa brûlante actualité : aujourd'hui, avec 7 % des superficies cultivées de par le monde, l'agriculture chinoise nourrit près de 20 % de la population mondiale. Le temps de la famine pour des millions de Chinois est à jamais révolu, c'est une immense victoire de l'édification socialiste par le peuple chinois et de la ligne révolutionnaire de Mao Tsé-toung.

Si l'on compare avec l'Inde d'aujourd'hui, qui en était au même stade il y a 30 ans, pas besoin d'être expert pour comprendre les immenses pas en avant accomplis par la révolution chinoise.

Sous l'angle de la propriété des moyens de production, usines, terres, machines, là aussi la Chine a bien changé. 99, 9 % de l'industrie sont actuellement propriété du peuple entier (c'est-à-dire de l'État) ou propriété collective (c'est-à-dire des collectivités locales ou régionales).

Il y a trente ans, il n'y avait pratiquement pas de sidérurgie, pas d'exploitations pétrolières, très peu de réseaux de communication, des équipements hospitaliers et sanitaires ou scolaires en nombre infime ou réservés aux enfants de la grande et petite bourgeoisie. Aujourd'hui, tout cela a profondément changé. Dans les campagnes les plus reculées, il existe des écoles et des équipes médicales, des hôpitaux ; aujourd'hui, la Chine exporte du pétrole, elle fabrique des missiles et lance des satellites ; les recettes



équilibrent les dépenses et les prix sont stables, les conditions de vie du peuple se sont considérablement améliorées.

Poursuivre la révolution...

Tout cela, qui atteste de la supériorité du système socialiste, n'a été rendu possible et ne sera préservé que grâce au rôle dirigeant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Après avoir fait le bilan des différentes étapes de la révolution chinoise, et celui positif et négatif de l'Union soviétique, le président Mao Tsé-toung a formulé diverses théories et principes politiques qui ont guidé et continuent de guider la Chine socialiste dans son édification.

L'idée fondamentale de ces théories, c'est que la lutte des classes se poursuit sous la dictature du prolétariat, que la contradiction principale de la société socialiste demeure entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Selon cette théorie, vérifiée dans la pratique de la révolution en Chine et par la négative en URSS, la révolution commande en tout et notamment dans le domaine économique, c'est elle qui est l'axe du développement dans tous les domaines.

C'est notamment contre une théorie et une pratique contraires, propagées par Liou Chao-chi, que fut déclenchée la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Ce dernier préconisait l'absurdité antimarxiste que la révolution étant faite dans les rapports entre les hommes, dans la propriété des moyens de production, il ne restait plus qu'à développer la production pour continuer à progresser dans l'édification socialiste.

C'est cette conception réactionnaire que certains croient voir réapparaitre dans les déclaration du PCC et de ses dirigeants, mettant particulièrement l'accent sur le développement de la production.

La Chine



«Que l'agriculture s'inspire de Tatchaï».
(Mao Tsé-toung)

Depuis des années, la petite brigade de production de Tatchaï (500 habitants) est le phare de l'édification socialiste à la campagne pour des milliers de paysans. Le camarade Tchen Yong Kouei, ancien esclave, ancien secrétaire politique de la cellule de Tatchaï, aujourd'hui membre du bureau politique du PCC, fait part de son expérience à des visiteurs.

... Et stimuler la production

Mais n'en déplaise à certains, le XIe Congrès du PCC et toutes les conférences sur l'industrie et l'agriculture réaffirment la thèse du président Mao qui consiste à prendre la lutte de classe comme axe pour faire de la Chine un grand pays socialiste avancé.

Lier la lutte de classe, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique, la formule est de Mao Tsé-toung en 1964. Ne se préoccuper que des deux dernières en égligeant la lutte de classe conduit à l'opportunisme et à l'échec. Mais prétendre faire la révolution sans prendre en main la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique c'est une aberration tout aussi néfaste. C'est ce que pratiquait la bande des Quatre.

Toute qualité se mesure par une certaine quantité, c'est là un point de vue marxiste et matérialiste conséquent. Les masses ne font pas la révolution pour la révolution d'une manière abstraite. Si elles édifient le socialisme, si elles ont consenti des sacrifices dans la guerre révolutionnaire, c'est pour se libérer, c'est pour conquérir toujours davantage de liberté et de bien-être, pour aider les autres peuples à faire de même et contribuer à la révolution mondiale.

Chaque étape du développement des sociétés humaines sur le plan politique a correspondu à une étape de développement économique, à une libération de forces productives nouvelles.

Le socialisme et la dictature du prolétariat ont pour but de préparer l'avènement du communisme, l'extinction de la lutte de classe, une répartition des richesses suivant le principe à chacun selon ses besoins, ce qui suppose une économie puissante et l'abondance pour la satisfaction de tous les besoins matériels, culturels de toute la population.

Ceux qui assimilent les efforts et objectifs de la direction du PCC pour édifier une Chine socialiste puissante d'ici l'an 2 000 à du krouchtchevisme commettent exactement l'erreur révisionniste qui consiste à oublier la lutte des classes.

Le révisionnisme n'est pas caractérisé par le souci du développement industriel et de la production. Il est avant tout la trahison de la dictature du prolétariat, l'abandon de la révolution. Le «communisme du goulasch» à la Krouchtchev prétendait que le socialisme prouvait sa supériorité sur le capitalisme seulement par un développement économique supérieur, prônait sur cette base la compétition pacifique avec l'impérialisme et la fin de la lutte des classes en URSS. Le résultat c'est que rapidement le capitalisme a été restauré en URSS, le droit bourgeois s'est étendu, le retour à la propriété privée s'est accéléré, les écarts entre travail manuel et intellectuel creusé, le profit capitaliste et l'économie de marché restaurés, les stimulants matériels mis au poste de commande donnant naissance à une nouvelle bourgeoisie et à un système d'exploitation forcené des masses.

Continuité et progrès dans la voie du socialisme

En Chine, l'édification du socialisme, étape de transition entre le capitalisme et le communisme, progresse dans la restriction du droit bourgeois, la réduction des écarts hiérarchiques, eux-mêmes fondés sur des critères différents de ceux du régime capitaliste, la réduction des différences entre villes et campagnes, le renforcement de la collectivisation, la mobilisation politique et idéologique au poste de commande, l'accroissement du bien-être des masses et une aide désintéressée aux peuples et pays en lutte contre l'hégémonisme et l'impérialisme. Dans ce cadre-là, élever la production en satisfaisant les besoins prioritaires de la révolution, le bien-être des masses, développer un style de travail fondé sur l'enquête et l'expérimentation scientifique, c'est faire preuve de sérieux révolutionnaire et c'est infliger une sévère défaite aux ennemis du socialisme, représentés en Chine par la bande des Quatre et à l'extérieur par la réaction mondiale, qui se réjouiraient d'un échec et d'une stagnation de la Chine à un État arriéré de développement.

Quant à ceux qui cherchent à semer le trouble sur ces questions ils ne font que manifester leur profonde méconnaissance des masses populaires et de leurs aspirations, leur mépris de représentants de la grande et moyenne bourgeoisie pour la classe ouvrière et les opprimés, leur ignorance du socialisme scientifique et de la pensée Maotsétoung.

Guy LEBRETON

Israël de plus en plus isolée

Au moment où l'on parle de paix au Moyen-Orient la guerre fait rage, que ce soit au Sud-Liban où Israël, aidé des conservateurs libanais, bombarde sans cesse les camps palestiniens, ou en Cisjordanie où elle crée de véritables colonies de peuplement. La situation actuelle est le reflet du rapport de force qui existe entre les différents acteurs dans la région : l'impérialisme américain, le social-impérialisme russe, le gouvernement sioniste d'Israel et l'Organisation de libération de la Palestine : l'OLP.



Dans quel camp se situe l'URSS ? L'URSS ne soutient pas les pays arabes comme on l'entend dire assez souvent. Au contraire, elle condamne les pays arabes qui entourent Israël, les qualifiant de pays arabes réactionnaires.

Par contre, ses liaisons avec Israël, dont elle soutient fermement l'existence en tant qu'État, progressent. En autorisant le départ massif de Soviétiques, et notamment de techniciens vers Israël, elle contribue au développement économique du pays. De plus, elle permet à Israël de faire de la propagande sioniste en URSS même : ainsi récemment, Israël avait un stand à la foire du livre de Moscou où étaient vendus des insignes sionistes, des ouvrages de propagande, etc. Tous ces liens sont autant de trahison envers le peuple palestinien.

Recul américain

La victoire que remporte le peuple palestinien aux niveaux politique et diplomatique, dans le monde, fait que les USA ont été obligés de réviser leur position. Le gouvernement américain a fait savoir que la présence des Palestiniens à la Conférence de Genève était indispensable et que cette représentation pourrait se faire au sein d'une délégation arabe unique ou au sein de la délégation jordanienne.

Cette nouvelle politique n'est pas gratuite. L'impérialisme US espère bien tirer profit de ce recul, notamment par l'amélioration de ses rapports avec les pays arabes.

Ainsi, Israël est plus isolée et c'est un fait important à ne pas négliger.

Mais il ne faut pas oublier que les USA continuent à envoyer massivement des armes à Israël, qu'ils la soutiennent aux niveaux politique et économique. Il ne faut pas oublier non plus que si le gouvernement américain veut que les Palestiniens soient présents lors des discussions sur la paix au Proche-Orient, il est vrai aussi qu'il n'est pas question, pour lui, de reconnaître l'OLP comme le repr感sentant légitime du peuple palestinien.

Israël se sent plus isolée et proteste contre cette prise de position américaine. Le gouvernement sioniste refuse de discuter avec des Palestiniens car «ils ne forment pas un État».

L'OLP intensifie la lutte armée

L'OLP a jugé favorablement la déclaration américaine. Yasser Arafat a précisé : *«Cette déclaration contitue un pas positif pour l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient car elle reconnait la place qu'occupe le problème palestinien dans le conflit israélo-arabe».* Pourquoi cet accueil positif ? Non pas parce que l'OLP se fait des illusions sur les intentions américaines mais parce que cela témoigne du progrès de l'influence du peuple palestinien. Cela montre à quel point son audience a grandi dans le monde. C'est là tout l'intérêt. Beaucoup reste à faire. Ce n'est pas l'impérialisme américain qui va libérer la Palestine. C'est pourquoi l'activité militaire se poursuit et même s'intensifie. Elle est primordiale. Tant que les négociations ne se feront pas sur une base claire et juste, sur la base de la charte de l'OLP, *«nous poursuivrons et développerons notre lutte armée tant que nos droits nationaux ne seront pas reconnus»* a déclaré Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP.

Évelyne LE GUEN

USA, août 77

Impressions de voyage

Nous avons reçu une lettre d'une lectrice qui a effectué un voyage aux Etats-Unis cet été. Voici ses impressions.

Apparemment, c'est l'été de «Stars War», le procès de «son of Sam», et la jeunesse du Punk.

«Stars War» (La Guerre des étoiles), le film vedette de la saison, bombarde les émotions dans un conte de fées qui mérite d'être sérieusement comparé aux films d'évasion chers à Hollywood pendant la dépression des années trente. Parallèlement, les médias nous plongent dans les détails bien brodés des activités du nommé «son of Sam» (Le Fils de Sam), un meurtrier notoire de femmes à New York.

On parle des Punks avec leurs slogans de la haine, la mort et la destruction... mais on ne les voit pas.

A l'horizon, le scandale financier du mois qui va remplir les ondes et les colonnes les jours à venir. Le plus souvent, il n'y a que 40 % de l'espace d'un journal qui traitent «des informations», la plus grande partie ayant été vendue pour la publicité.

Ainsi, le pouvoir aux États-Unis étouffe toute l'information sur la situation réelle des travailleurs en 1977.

Les conditions de vie des travailleurs s'aggravent

Avec plus de 7 millions de chômeurs et une situation de l'emploi qui s'aggrave de mois en mois, le régime de Carter cherche à remplir ses promesses électorales... *en diminuant les statistiques sur le chômage !* Donc rien de plus facile que de couper des allocations de chômage pour, ainsi, réduire le nombre de chômeurs officiels. Et, toujours sur le front des crédits, dorénavant, l'aide médicale ne financera plus les avortements ; un projet de l'Assemblée scandaleusement justifié dans les medias par les arguments les plus racistes.

En Californie, la sécheresse dure depuis deux ans, coupant totalement les vivres des petits fermiers. Histoire d'arroser la terre avec les larmes du désespoir impuissant : on nous nourrit avec des explications dans le genre : «désastre naturel» : «le climat de la Californie est en train de changer... il y a des cycles naturels dans ce climat». Et pourtant, on pourrait peut-être se poser des questions sur le rôle des scientifiques américains.

Des luttes pour le logement

Mais sur tous les fronts, la classe ouvrière répond au pouvoir. A San Francisco, on s'organise autour du Comité de défense des locataires pour exiger les habitations à bas loyers et pour défendre les résidents de «International Hotel». Un hôtel à la frontière de Chinatown, et dont les résidents sont essentiellement les ouvriers asiatiques maintenant à la retraite et qui vivent souvent dans cet hôtel depuis 20 ou même 30 ans. Le début août a vu une grande mobilisation dans la ville, et surtout auprès des familles ouvrières du quartier pour empêcher l'expulsion. Se trouvant face à des effectifs très importants de policiers déchainés, qui ont d'ailleurs procédé à la destruction de tout ce qu'ils ont trouvé à l'intérieur de l'hôtel et ont volé les petites économies des résidents l'expulsion n'a pas pu être empêchée. Dès le lendemain, pourtant, on s'organisait pour continuer la lutte sur l'habitation et l'emploi à San Francisco.

Des luttes contre le racisme

Dans la Louisiane, comme ailleurs aux États-Unis, c'est la lutte contre le racisme. Cette fois-ci, c'était devant «Angola Prison» qu'un meeting a eu lieu le 7 août pour exiger la libération de Gary Tyler et l'amélioration des conditions de vie des prisonniers (en majorité noirs) victimes des pires brutalités racistes des gardiens.

La lutte pour libérer Tyler est une lutte très importante pour la classe ouvrière américaine car ce jeune noir, comme tant d'autres noirs, Chicanos (Mexicains), Porto-ricains, etc. a été faussement accusé de meurtre et jugé par un jury entièrement blanc qui a mis peu de temps à demander la peine de mort.

Des luttes sur le front syndical

Dans le Nord (Minnesota, Michigan) une grève des mineurs a duré tout le



La police intervient contre un piquet de grève dans une mine



mois d'août. Tandis que les ouvriers s'organisaient autour de revendications touchant leur santé, leurs conditions de travail et pour les augmentations de salaire, leur syndicat (USWU) préférait demander une prime «d'encouragement» pour augmenter la production et les cadences...

Et dans le Kentucky des mineurs sont en grève depuis un an pour faire reconnaître leur syndicat (United Mine Workers) par le patronat. Dans les mines où des accidents de travail sont la réalité quotidienne ils se battent pour un comité de sécurité sous leur propre contrôle. Ces deux grèves comme tant d'autres, montrent la volonté des ouvriers de construire des syndicats de classe et de plus en plus ils refusent de se mettre sous la direction bureaucratique et collaborationniste des grands syndicats.

Des luttes étudiantes

«Freedom Hill» («La Colline de la liberté») — c'est là que la Garde nationale a assassiné des étudiants anti-impérialistes en 1970. Et maintenant, la faculté propose d'y construire un gymnase ; les étudiants le refusent. Fin juillet, ils ont occupé la colline pour interdire l'accès aux bulldozers. Et tout au long du mois d'août ils s'affrontaient aux forces policières venues les évacuer.


Dans le petit matin froid, autour du brasero, les femmes de mineurs sont aussi du piquet de grève...

Des femmes de mineurs dans un piquet de grève

Dans une situation économique qui ne cesse de s'aggaver et devant cette violence de l'État, la classe ouvrière américaine s'organise. La riposte est souvent dure. Pour l'instant, elle est néanmoins ponctuelle et limitée quantitativement.

Et une partie importante de la classe ouvrière américaine reste victime des informations mensongères ou illusoires propagées par les journaux et la télévision, car dans beaucoup de villes, le seul journal qu'on trouve facilement, ressemble plutôt au «Parisien libéré» qu'autre chose.

Dans la bataille, pour la construction des syndicats de masse et de classe et la construction du Parti communiste marxiste-léniniste aux États-Unis, on ne peut que souligner l'importance de l'information prolétarienne et donc la diffusion de plus en plus massive du «Call», organe central du PCML des USA.

De notre correspondante
JANE STONEMAN

• Italie
Une nouvelle loi fasciste

Le Conseil des ministres italiens vient d'approuver un nouveau projet de loi concernant la police.

Celui-ci envisage l'assouplissement notable des procédures d'écoutes téléphoniques policières, l'extension à 96 h de la durée maximum de la détention provisoire à l'égard des personnes s'apprêtant à commettre un délit très grave et la définition de sanctions adaptées aux délits nouveaux, comme les attentats contre les installations d'utilité publique. Maintenant, il suffira d'être suspecté d'avoir imaginé faire une action contre quelque chose ou quelqu'un pour se retrouver en prison pendant 4 jours sans aucun moyen de recours.

Enfin, la police sera investie du pouvoir de perquisitionner les «repaires subversifs» et de retenir pendant un maximum de 24 h les personnes refusant de décliner leur identité dans les opérations de police destinées à découvrir des armes ou des explosifs.

Le fait que le gouvernement italien ait jugé nécessaire cette loi montre à quel point ce dernier craint les luttes du peuple italien et notamment celles des jeunes qui refusent le chômage grandissant et l'austérité qu'on leur impose.

• ONU
Entrée triomphale du Vietnam

Le 20 septembre, l'assemblée générale a admis, par acclamation, la République socialiste du Vietnam comme 149e membre des Nations-Unies.

La résolution en faveur de la candidature vietnamienne était patronnée par 106 pays. A trois reprises, en 1975 et 1976, la candidature fut bloquée au Conseil de sécurité par le véto américain.

Cette admission représente une nouvelle victoire des pays du tiers monde sur l'impérialisme.

• Koweit
Nationalisation d'une société américaine

Le gouvernement du Koweit a pris le contrôle de la société pétrolière américaine «AMINOIL» (American Independant Oil Company).

Tous les biens et installations de la société, notamment les raffineries de pétrole, passent aux mains de l'État koweitien. Une commission sera chargée des affaires de la société en attendant que celle-ci devienne une société étatique : la «compagnie pétrolière koweitienne de Warfa».

Nantes
Dubigeon occupé

Quelle direction pour la lutte ?

Confrontés à la crise comme leurs collègues de la sidérurgie, du textile, de la machine-outil ou autre (on retrouve d'ailleurs souvent les mêmes noms dans les conseils d'administration), les requins de la Navale restructurent et réorganisent, soit pour être mieux armés face à leurs concurrents, soit pour réorienter leurs activités et leurs capitaux vers des secteurs plus rentables. Pour les travailleurs, cela veut dire licenciements et exploitation accrue.

La politique de la direction des chantiers de Dubigeon (Normandie) comporte ces deux aspects depuis déjà quelque temps ; licenciement des intérimaires (900, il y a deux ans, sans réaction sérieuse de la part des syndicats), contrôle plus strict des déplacements et des heures de délégations, grignotage d'avantages acquis, etc.

Cette année, après avoir mis en route une première vague de licenciements — camouflés ou non — la direction attaque sur un autre front, avec son histoire de pointage : pointeuses installées partout, au pied des machines et quatre pointages par jour.

Outre la brimade qu'elle représente, elle serait un durcissement très sévère de la discipline, phase préparatoire à des mesures, sans doute, de plus grande ampleur sur le plan de l'emploi.

Autrement dit, deux faces de la même politique : faire travailler plus un plus petit nombre d'ouvriers pour produire à moindre frais.

Le moment choisi

A l'annonce, au printemps, d'une vague de licenciements, il y avait eu diverses réactions : occupation des locaux de la direction, de la Chambre de commerce, manifestations, etc, sans toutefois que cela prenne beaucoup d'ampleur, compte-tenu de dissensions entre syndicats et du baratin déversé, depuis des mois, sur les perspectives de l'Union de la gauche et du Programme commun qui résoudraient tout.

Au moment où les lettres de licenciements arrivaient et où tous les yeux étaient braqués sur l'actualisation du Programme commun — avant les péripéties qui ont porté un coup certain aux espoirs qu'y plaçaient les travailleurs — la direction pouvait juger l'ambiance favorable pour engager son opération de mise au pas .

La riposte des travailleurs

Les pointeuses s'en était trop !

Parti de la base, le mouvement de colère se transforma en grève et finalement en occupation, traduisant ainsi la volonté de lutte des travailleurs de Dubigeon, dont le passé est, à cet égard, des plus glorieux !

Mais la volonté de lutte, la colère ne suffisent pas, encore faut-il pour vaincre une juste direction. *Que peut-on dire à ce sujet ?* Lors de la journée «portes-ouvertes», le PCF faisait signer à l'entrée une pétition... pour la réactualisation du Programme commun, à grand renfort de mégaphone, montrant assez sa préoccupation du moment et la perspective qu'il donne aux travailleurs.

Cette pétition a suscité la réprobation parfois vive de nombreux travailleurs.

L'UD-CFDT de Loire-Atlantique fait même état officiellement (dans un tract) de manœuvres du PC en direction de sections CFDT, pour qu'elles fassent pression sur le PS afin d'obtenir un geste conséquent de Mitterrand au sujet des nationalisations, bien sûr.

Au niveau de la municipalité de Nantes, de gauche depuis mars, PC-PS s'affrontent, chacun voulant tirer la couverture à soi : le maire PS, Chenard, se propose comme médiateur dans le conflit Dubigeon, et Bureau conseiller municipal PC, appartenant à la CGT de Dubigeon, fait savoir qu'il est contre. Pour lui, il s'agit «d'imposer la négociation». Bref, les uns et les autres mettent en avant leurs élus dans la perspective d'un règlement au sommet par voie de négociations imposées ou non. L'un et l'autre ont été d'accord pour organiser des repas pour les grévistes. Voilà qui n'est pas négligeable, mais dans le même temps, aucun contact n'est pris avec les paysans pour résoudre par la solidarité ce genre de problèmes, construire l'unité ouvriers-paysans et renforcer la lutte. C'est bien la lutte des travailleurs qui risque de faire les frais de ces disputes et manigances qui se mènent en coulisses entre les partis de l'Union de la gauche dans la perspective de 78.

Jacques DUROC

Extraits du message du Comité de parti Chou En-lai du PCMLF :

(...) Vive la grève totale des travailleurs de Dubigeon ; seule l'action classe contre classe contraindra le patronat à satisfaire les légitimes revendications des travailleurs de Dubigeon et imposera le maintien des chantiers !


Plusieurs milliers de personnes ont visité Dubigeon, le samedi 24/9. Elles en sont reparties avec un bon aperçu des chantiers (sans avoir vu toutefois les sous-marins, prêts à être lancés. défense nationale oblige !). Mais elles n'auront guère appris ni pu débattre de la lutte et de ses perspectives. Quant aux fameuses pointeuses, il y en a effectivement partout et il y en a pour des dizaines de millions anciens. Mais elles sont toujours là... Le chantier est occupé de jour uniquement pour empêcher l'entrée des jaunes. L'évacuation a été ordonnée par le tribunal de référé, vendredi 23 septembre.

Grenoble : mobilisation contre le racisme et les expulsions

BEN DHIAF N'EST PAS SEUL !

Dans le cadre de sa campagne contre les immigrés, le gouvernement s'emploie à distiller le venin du racisme. Mais les travailleurs français et immigrés s'unissent pour y faire échec. L'affaire Ben Dhiaf en est un exemple.

Ben Dhiaf est un travailleur tunisien au chômage depuis le début de l'année. Le 9 mai 1977, après que l'ANPE d'Échirolles (banlieue de Grenoble) lui ait refusé 3 offres d'emploi en raison de sa nationalité, Ben Dhiaf se présente à l'ANPE de Grenoble. Et là, même refrain ! Il proteste énergiquement contre les offres d'emploi racistes.

Le directeur appelle les flics et ceux-ci l'embarquent tout en le tabassant devant des chômeurs scandalisés. Sous la pression de chômeurs qui se présentent au commissariat, Ben Dhiaf est libéré une première fois. En juin, il se représente à l'ANPE d'Échirolles où, après une altercation avec la femme du directeur de l'ANPE de Grenoble qui l'insulte et lui envoie une agrafeuse au visage, il est arrêté de nouveau par les flics. Ceux-ci sont appelés par le directeur, membre connu du ... PCF ! Cette fois-ci, Ben Dhiaf reste en prison jusqu'au 12 juillet, date à laquelle il est condamné à 4 mois de prison avec sursis et 201 F d'amende.

Indignation

Ces faits scandaleux ont indigné de nombreux Grenoblois français et immigrés. Un comité de soutien s'est constitué ; il a mené plusieurs actions, malgré la trahison ouverte des dirigeants CGT et le sabotage des responsables CFDT !



La manifestation du 17 septembre.

C'est ainsi qu'une manifestation a eu lieu le 9 juillet à l'appel du comité : 600 personnes ont défilé dans le centre de Grenoble. Le jour du procès, de nombreuses personnes se sont aussi rassemblées devant le palais de justice, dont plusieurs délégations d'entreprises.

Après le procès et la libération de Ben Dhiaf, le préfet Jannin, celui-là même qui a fait réprimer sauvagement les manifestants de Malville, a réuni une commission d'expulsion.

Celle-ci a donné un avis opposé à l'expulsion, bien qu'un certain nombre de documents favorables à Ben Dhiaf aient été soustraits du dossier qui lui a été transmis.

Mais cela n'a pas empêché Bonnet, ministre de l'Intérieur et premier flic de France, de rendre un arrêté d'expulsion, le 28 juillet.

Il faut dire que, dans la région, les expulsions vont bon train : plus de 10 expulsions durant les 15 premiers jours de septembre !

Soutien actif

Pendant tout le mois d'août, des copains ont aidé Ben Dhiaf a échappé aux recherches. Mais le 14 septembre, à 19 h, les flics ont réussi à s'emparer de lui. Deux heures plus tard, 70 manifestants viennent réclamer sa mise en liberté à l'hôtel de police. Les flics les attaquent brutalement à coups de matraques : 3 blessés ! Le 15 septembre, les flics mettent Ben Dhiaf dans l'avion pour la Tunisie.

Le comité appelle à une manifestation le 17 septembre. Dans un temps record 15 000 tracts sont diffusés devant les usines, dans les quartiers populaires et marchés de l'agglomération. 400 personnes ont répondu à cet appel et devant des milliers de Grenoblois, elles ont condamné les attaques anti-ouvrières et racistes du pouvoir. Les mots d'ordre lancés étaient entre autres : «Retour de Ben Dhiaf et de tous les expulsés», «Bonnet-Jannin-Giscard, racistes, assassins», «Giscard-Barre veulent qu'on se barre, c'est tous ensemble qu'il faut lutter» et «A bas le régime bourgeois qui matraque les ouvriers, expulse les immigrés et assassine».

Cette manifestation combative, qui a parcouru le centre-ville, a démontré qu'il existe à Grenoble un courant antiraciste qui s'oppose de plus en plus aux divisions, qu'elles viennent de la droite ou de la gauche. Car en effet, aux yeux de nombre d'ouvriers syndicalistes et révolutionnaires, il apparait que l'Union de la gauche n'a rien fait et ne fait rien pour s'opposer aux expulsions.

Pour les antiracistes qui animent le comité, il n'est pas question d'arrêter la mobilisation. Bien que Ben Dhiaf ait été expulsé, ils comptent poursuivre la lutte car son expulsion n'est pas la première et, dans les intentions de la bourgeoisie, d'autres sont en préparation.

Comme dit le communiqué du comité de soutien à Ben Dhiaf : *«A Grenoble, la mobilisation continue contre les annonces racistes et pour développer la solidarité entre travailleurs français et immigrés».*

DES OUVRIERS PARLENT ...



A propos des nationalisations

LE POUVOIR POUR QUI ?

La façon de mener la négociation pour la réactualisation du Programme commun a semé un doute, un manque de confiance chez bien des travailleurs.

Pour en juger concrètement, l'Humanité rouge a réuni en une table ronde cinq travailleurs révolutionnaires directement concernés par le problème : ils sont dans des entreprises nationalisées déjà, ou nationalisables, ou en litige.

Leur verdict est sans équivoque : le pouvoir des entreprises nationalisées ne sera pas aux mains des travailleurs, mais aux mains de quelques bureaucrates syndicaux d'ores et déjà vendus au futur gouvernement de gauche corps et âme. Ces bureaucrates, du PCF pour la plupart, exercent déjà une partie du pouvoir aujourd'hui, sous le gouvernement de Giscard, et la façon dont ils le font n'augure rien de bon pour les travailleurs !

Cette union qui pouvait sembler forte, ce programme que l'on nous présentait comme servant les intérêts des travailleurs, est alors apparu comme un nœud de querelles, où l'on marchandait beaucoup, mais où les travailleurs avaient bien du mal à retrouver leurs intérêts.

Comment trouver normal par exemple que le PCF qui a fait tant de beaux dicours sur les nationalisations qui devraient apporter à la fois la prospérité économique et la liberté aux travailleurs, se soit mis devant Mitterrand à baisser ces chiffres, à négocier une filiale contre une autre, un trust contre un autre. Il parlait à la télé du nombre de filiales que Mitterrand lui «donnait», comme s'il s'agissait de jouer au monopoly ! Et pour en arriver à quoi ...

Voilà le cas qu'ils font, ces beaux messieurs de la politique, des travailleurs de ces entreprises. Mais il faut aller plus loin encore ! Il faut rejeter toute illusion sur l'Union de la gauche !

Les dirigeants du PCF garantissent plus que quiconque que dans les entreprises nationalisées, le pouvoir sera exercé avec la participation des travailleurs.

JACQUES : Qu'est-ce qui dans l'attitude des dirigeants syndicaux peut révéler dès aujourd'hui ce qu'ils feraient demain si la gauche était au pouvoir ?

JOSIANE : A L'EDF, on a les fameux organisme de gestion, les organisme paritaires. Je peux vous lire d'ailleurs un passage qui émane d'un de ces organes et qui est vraiment très significatif : *«Les comités mixtes à la production»*, ce sont des organismes où la direction a un ou deux représentants et où il y a les délégués du personnel. Alors, le rôle de ces Comités, c'est *«d'étudier et présenter toutes les suggestions qui visent à améliorer le rendement du travail, ainsi que les conditions de fonctionnement des services et à réaliser des économies de tous ordres».*

Ces organismes ils existent à tous les niveaux. Toute modification du statut d'un agent passe par un de ces organismes statutaires : la promotion, l'embauche, etc.

La pratique de ces organismes c'est vraiment la collaboration de classe la plus étroite. Or, personne n'est



Le pouvoir aux travailleurs, c'est la dictature du prolétariat. Tcho Lien Ki, premier à gauche, est secrétaire adjoint du comité du Parti communiste chinois et aussi vice-président du comité révolutionnaire de l'usine de machines du peuple, à Pékin.



DES OUVRIERS PARLENT

revenu sur le rôle de ces organismes, les syndicats ont pris leurs sièges. C'est d'ailleurs le même genre que ce qu'ils proposent dans leurs plates-formes syndicales.

Il y a les super-délégués qui savent tout, qui siègent dans les organismes, et les autres, eh bien, ils doivent suivre. En plus, dans ces organismes il ne faut pas se faire d'illusion : la direction élabore son plan, l'amène aux organismes statutaires, mais la décision est prise. On a beau discuter, elle ne lâche que les miettes qu'elle a prévu de lâcher.

PHILIPPE : Aux PTT, au secrétariat d'État les partis de gauche ont même des gars aux postes dirigeants. Ils s'appellent *«inspecteurs principaux»*, il y en a 5 en tout, ils doivent en avoir un. C'est les agents directs du ministre.

JACQUES : L'année prochaine, ils en auront peut-être quatre ou cinq... (rires).

PHILIPPE : Ils se sont battus aussi pour faire monter des inspecteurs centraux, comme directeurs départementaux adjoints. Ils ont demandé le passage à 500 ou 600 sur toute la France. Ils doivent en avoir 100 ou 150, à eux, partis de gauche et PCF surtout. Quant aux directeurs membres de la CGT, il doit y en avoir je ne sais combien !

Ils auront déjà une structure parallèle. Si demain la gauche arrive au pouvoir : toc ! la première circulaire doit être déjà tapée, avec comme en tête : «Le secrétariat démocratique des PTT» ! (rires). Quand une boite va fermer, par exemple comme au centre de tri d'Orléans-gare, où va disparaître une partie des effectifs, les dirigeants syndicaux CGT ne se battent pas contre les licenciements d'auxiliaires ni contre la fermeture, ils se battent pour avoir une section CGT là où il va y avoir le nouveau centre. Ils déplacent une partie de leurs hommes, puis ils vont voir la direction PTT pour exiger que des agents à eux soient mutés à cet endroit, pour avoir une *«structure d'accueil»* pour les ouvriers. C'est ce



dans les usines, c'est par la lutte classe contre classe que les travailleurs imposent leurs revendications

qu'ils ont fait à Paris, tout ce qu'ils ont exigé c'est que ce soit eux qui dirigent ! Si bien qu'ils sont super-représentés !

LUIGI : C'est comme pour les cantines qu'ils gèrent dans les boites. Chez nous, les bonzes syndicaux ont calculé de façon à baisser le prix du repas en supprimant du personnel. Ils font tout un mic-mac là-dedans. De temps en temps, on s'aperçoit qu'il y a une irrégularité dans les salaires, ou que l'embauche a été faite de façon irrégulière. Ils ont une peur bleue du scandale : tu penses, un syndicat démocratique, ça la fout mal ! Mais alors ce qui se passe c'est qu'avec la hausse des prix ils sont coincés : ils sont obligés d'augmenter le prix des repas, puisqu'ils gèrent la crise !

ALAIN : Sur la question des comités d'entreprises, ce qu'ils demandent dans le Programme commun, c'est l'extension des droits sur les conditions de travail, mais aussi sur les rémunérations, sur la formation professionnelle, actuellement les CE n'ont pas de pouvoir de décision sur la formation professionnelle, et aussi sur la promotion. Et pour étendre le pouvoir des CE, il faudra beaucoup plus de permanents. Des ouvriers qui participent au CE, tu peux encore les contrôler, tu les vois à l'atelier, même si c'est qu'une fois par semaine. Un type qui est un vrai bureaucrate, c'est terminé. Il fait ce qu'il veut. Et ça sera comme ça... Et tout ça, au nom de la classe ouvrière !

JACQUES : *On peut dire aussi que non seulement ils placent leurs hommes à eux dans le système, mais qu'aussi ils essaient de gagner les cadres ?*

LUIGI : On l'a vu surtout quand il y avait la grève. C'est dans la grève qu'on voit les deux côtés de la barrière : ceux qui sont de notre côté, et ceux qui sont du côté des exploiteurs.

Il n'y a aucun agent de



5 TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES ET UN JOURNALISTE

JOSIANE : employée dans les bureaux centraux de l'EDF, Paris. Entreprise nationale.
PHILIPPE : postier dans une centre de tri à Orléans. Entreprise nationale.
ALAIN : Ouvrier à la SNECMA, usine aéronautique, Gennevilliers. Entreprise nationale.
JEAN-MARIE : Ouvrier aux Cables de Lyon, Clichy. Filiale de la CGE qui possède 99,9 % des capitaux. Serait nationalisée sous un gouvernement de gauche.
LUIGI : Ouvrier à l'Alsthom Savoisienne, Saint-Ouen. Sous-filiale du groupe CGE, cas litigieux dans les négociations des partis de gauche.
JACQUES : Journaliste à l'Humanité rouge.

La «démocratisation» dans les entreprises, c'est le pouvoir aux bonzes syndicaux

«Démocratisation» est le maitre-mot du Programme commun.

Mais les péripéties de l'actualité autour du problème des nationalisations montrent bien que les trois «partenaires» de l'Union de la gauche n'y mettent pas la même chose, et pour cause : pour chacun, la meilleur démocratisation, c'est celle qui lui donnera la meilleure part du pouvoir, dans le cadre du système capitaliste qu'aucun ne prétend renverser !

Pour le PCF, la démocratisation, c'est essentiellement la participation accrue de ses hauts cadres, notamment syndicaux, à la gestion des plus grandes entreprises, celles dont il demande la nationalisation : il s'agit d'étendre le plus largement possible une situation dont les travailleurs ont un aperçu à l'EDF ou aux PTT, à la SNCF ou à la Sécurité sociale et dans toutes les sociétés à gestion paritaire.

C'est tout le sens de la querelle sur l'étendue des nationalisations. C'est le sens aussi de la dispute sur le mode de désignation des présidents des conseils d'administration des entreprises nationalisées : élus parmi les candidats présentés par les syndicats pour le PCF, désignés par le gouvernement pour le PS.

Certes, le PCF compte bien aussi sur des sièges de députés, des fauteuils de ministres, mais son «poids» électoral inférieur le met sur le terrain en position de faiblesse face à ses partenaires.

Au niveau des entreprises, précisément, la plate-forme revendicative de la CGT traduit sans aucune ambiguïté la ligne du PCF.

Edmond Maire a quant à lui lancé l'idée des conseils d'ateliers (reprise depuis par le PCF et la CGT). Selon lui, ces conseils seraient un barrage, une garantie contre le bureaucratisme et l'excès de centralisme, sans ces conseils il n'y aurait pas de véritable vie démocratique et les choix et décisions resteraient étrangers aux travailleurs. Edmond Maire se donne bien du mal pour dissimuler l'exploitation derrière le rideau de fumée des conseils d'ateliers : c'est que les travailleurs, notamment à la CFDT, sentent bien que la démocratisation du Programme commun ne serait qu'une autre forme d'un pouvoir qui les opprimerait tout comme avant, une forme plus dangereuse même, puisque les organisations censées les défendre, les syndicats, en seraient directement partie prenante.

En effet, avec le Programme commun, ce serait bien toujours le pouvoir capitaliste, concentré dans les entreprises nationalisées entre les mains de nouveaux patrons qui dirigeraient en même temps les syndicats !

Et les conseils d'atelier, placés sous l'autorité sans partage du conseil d'administration et du gouvernement, ne seraient qu'une instance de plus pour organiser la collaboration, une illusion démocratique supplémentaire !

Jacques DUROC



DES OUVRIERS PARLENT...

maitrise qui a participé activement à la grève. Seulement, certains cadres ont débrayé une fois, parce qu'ils étaient sensibilisés. Mais dans leur grande majorité, ils ont été hostiles. Ils ont relevé le nom des grévistes, ont fait des pressions, ils ont essayé de passer par-dessus le mur quand il y avait le piquet de grève, etc. Or, de toute façon ils étaient payés donc on voit bien que c'était pour faire du zèle vis à vis de la direction.

Les dirigeants du PCF vis à vis des cadres et de la maitrise ? Eh bien leur attitude a été très, très claire : ils ont soutenu les cadres. Dans l'Humanité du 4 mai, dans un article sur la grève, ils ont mis une grande photo avec : *«Tous les jours, ouvriers, agents de maitrise et cadres débrayent.»* Alors que les grévistes étaient seulement composés d'ouvriers d'employés et peut-être de certains techniciens.

C'était tellement gros que je crois que même les cadres ont protesté contre l'article ! C'était vraiment une pierre de touche, l'attitude vis à vis des cadres.
JEAN-MARIE : Nous on a une expérience avec l'UGICT (Syndicat des cadres CGT). Il y a quelques cadres qui sont à la CGT, ils ne se sont jamais manifestés. Ils doivent être 4 ou 5. En même temps lors de la grève en 1975, ils ont tout essayé pour passer au-dessus de nos revendications, négocier dans notre dos en prenant contact avec la CGC, en faisant une délégation sans nous avertir à la CGE.

Leur projet est assez clair, ce sont des gens brimés, ils n'ont pas assez de pouvoir, car il y a les capitalistes, avec tous leurs capitaux, qui peuvent leur dire : *«Allez vous faire voir, nous on licencie»* ! Ils réclament des miettes un peu plus grosses, un peu plus de pouvoir. Et les dirigeants du PCF leur proposent ça. Toute leur argumentation c'est pour leur dire : *«Ce sera mieux partagé, ne vous en faites pas, on vous donnera beaucoup de responsabilités, etc.»* Au fond, c'est même pas vrai !

Ils leur promettent tout. Des choses qu'ils ne tiendront évidemment pas, comme l'emploi pour tous dans la maitrise. Mais s'ils rationalisent , ils en balanceront aussi, des cadres, tu penses !

Avec les cadres, notre langage est totalement opposé à ce que disent les dirigeants du PCF. C'est la classe ouvrière qui pose ses conditions, qui dirige. On ne leur passe pas la main dans le dos. Mais en même temps, on est ouvert, on discute, pour ramener le maximum de couches de notre côté. Mais quand il y a la barricade, s'ils sont de l'autre côté alors tant pis !

Les travailleurs de Fillod occupent leur usine. Ils organisent toute la journée un piquet de grève contre les employés et les cadres briseurs de grève. Ils bloquent ici l'entrée des bureaux. Mais en même temps ils appellent au micro les employés et cadres à les rejoindre dans la lutte . Certains répondront à cet appel ! (photo HR-le 5 mai 77)



IL NOUS FAUT DES SYNDICATS INDEPENDANTS DES PARTIS BOURGEOIS

Depuis quelque temps, les dirigeants confédéraux de la CGT et ceux de la CFDT multiplient les déclarations pour affirmer leur «indépendance» à l'égard des partis de l'Union de la gauche et d'un éventuel gouvernement de gauche après les législatives de 78.

Voilà qui mérite notre attention : auraient-ils donc changé, eux qui se sont faits «le service d'ordre» des luttes pour les canaliser et les briser en cortège publicitaire pour le Programme commun, eux qui, à travers les syndicats, ont inondé la classe ouvrière d'illusions sur la possibilité de changer sans lutter : en votant simplement ?

Il n'en est rien : la collaboration avec un gouvernement de gauche est inscrite, sous la plume de Krasucki, aux premières lignes de la plate-forme CGT et, sous couvert d'union des forces populaires, elle est aussi le fondement de celle de la CFDT.

Et dans les faits, dans leurs actes, de Manufrance à Usinor, de Lip aux maitres-auxiliaires, ils n'ont pas changé d'un iota.

Alors pourquoi tant de bruit sur ces questions d'indépendance à l'égard des partis de gauche ? C'est que de plus en plus de travailleurs comprennent que la gauche au pouvoir, ce sera toujours le capitalisme, l'exploitation et tous ses maux, et qu'il faudra toujours lutter contre les même patrons ou des nouveaux, contre la même classe avec toutes ses armes.

Combien de travailleurs, dès aujourd'hui, à propos des luttes dont ils voient bien la nécessité, remarquent avec quelque raison : «Engager la lutte maintenant ? On ne serait pas soutenu par la confédération, dans cette période électorale».

Et leur inquiétude est d'autant plus grande pour demain : la nécessité de l'organisation pour lutter n'échappe à personne ; mais si elle collabore avec le gouvernement ?

Voilà bien en effet une question d'importance. Et il importe aux patrons des syndicats d'obscurcir cette réalité. Eux qui demain, avec l'Union de la gauche, seraient de plein pied dans les allées du pouvoir, ils nous disent aujourd'hui : «travailleurs, n'allez pas regarder ailleurs ; c'est toujours avec nous que vous pourrez vous battre ; nous sommes de votre côté ; nous sommes et seront toujours là pour vous défendre»...

Que cache tout cela ?

– La crainte depuis toujours de la classe capitaliste, des politiciens qui la servent, que justement la classe ouvrière constitue ses propres organisations bien à elle.

– La crainte qu'elle mène l'affrontement classe contre classe, hors du cadre des «commissions paritaires», «comités locaux», CE et autres organismes que les états-majors syndicaux nous promettent de multiplier (c'est ce qu'ils appellent démocratisation)

– La crainte qu'elle s'organise et lutte hors du cadre des juridictions, règlements, lois et institutions dans lequel les exploiteurs tolèrent, plus ou moins d'ailleurs, l'expression de quelque mécontentement (c'est ce qu'ils appellent démocratie), dans lequel surtout ils se sont donnés les moyens et le droit de briser par la force la lutte des exploités.

Engager la lutte maintenant ? Oui, bien sûr !

– pour que la classe ouvrière dispose d'organisations de masse, d'un syndicat, effectivement indépendant de tout parti bourgeois, indispensable pour mener la lutte classe contre classe contre la bourgeoisie.

– pour que la classe ouvrière dispose d'un syndicat se fixant pour tâche ce que les Séguy, Krasucki et Cie ont effacé depuis longtemps des statuts de la CGT : l'abolition du salariat et du patronat.

Pour constituer ce syndicat indispensable pour en finir avec le capitalisme, ce syndicat révolutionnaire, il faut lutter dès maintenant, dans les syndicats d'aujourd'hui, contre tout ce qui les rattache aux partis et aux conceptions de la bourgeoisie.

C'est ce à quoi aspire au fond la classe ouvrière.

Et la voie à suivre, les luttes à mener pour atteindre cet urgent objectif ne peuvent être définies que par la classe ouvrière elle-même, par ses éléments les plus conscients regroupés et organisés dans son parti.

Jacques DUROC

Opération «jeunes-emploi»

UNE TARTE A LA CREME

Il y a quatre ans que la crise du système capitaliste s'exaspère en France. Aujourd'hui, il y a 1 500 000 chômeurs. Ce sont particulièrement les femmes qui sont touchées puisqu'on compte 53,1 % de femmes chômeuses. Les jeunes aussi sont victimes de la crise dont profitent les capitalistes pour restructurer et rentabiliser leur économie.

La démagogie la plus plate s'étale à la télé, à la radio, dans les journaux sur les prétendues mesures prises en faveur des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Quelles sont-elles ? A qui profitent-elles ? Quelle est la réalité quant à l'embauche de jeunes ?

L'opération «jeunes-emploi»

Cette opération est une vaste fumisterie. D'une part parce que 55 % des patrons n'embauchent pas de jeunes et d'autre part, parce que les «mesures» profitent aux capitalistes. Elles ne sont qu'un prétexte à cacher la réalité du chômage des jeunes, elles sont conjoncturelles, c'est-à-dire liées à la rivalité gauche-droite pour les législatives de mars 1978.

Les fameuses mesures

Pour inciter les patrons à embaucher, l'État capitaliste prend en charge les cotisations sociales dues par les employeurs s'ils prennent des jeunes de moins de 25 ans avant le 30 juin 1978. Cette prise en charge durera jusqu'au 30 juin 1978. Cela fera 35 % d'exonération.

L'État capitaliste encouragera la formation d'apprentis en payant les cotisations sociales des petits patrons pendant deux ans (durée maximales de contrat).

L'État capitaliste aidera les patrons qui par des stages de six mois au moins prendront des jeunes.

L'État capitaliste donnera une prime à tous les jeunes qui accepteront de s'expatrier.

Le financement

Une chose doit être bien claire : ce sont les travailleurs qui, par leurs impôts, financent les mesures du gouvernement. L'État capitaliste fournira pour sa part 1 045 millions de francs, pour financer l' aide . Ces entreprises donneront généreusement un milliard 200 millions de francs prélevés sur les 1 % de la formation professionnelle (800 millions) et 0,10 % par une taxe exceptionnelle (400 millions) prélevés sur la taxe d'apprentissage.

De la propagande...

Pour le gouvernement, c'est une bonne affaire, cela permet de dégonfler les chiffres du chômage, de présenter ainsi avant 1978 une situation relativement stable.

Pour les patrons, il n'est fixé aucune condition préalable pour bénéficier des aides si ce n'est d'embaucher. Par exemple, le contrat entre le patron et le jeune peut être à durée déterminée ou indéterminée (il y a aussi des contrats de 3, 6, ou 9 mois non renouvelables). En cas de licenciement, pour faute grave déterminée par le patron bien sûr, celui-ci touchera néanmoins son fric pour la période écoulée. En fait, il n'y a aucune clause restrictive pour les patrons.

Par contre, les jeunes eux, doivent accepter n'importe quel travail, n'importe où, à n'importe quel prix, sous peine de ne toucher aucune aide sociale et de ne pas être inscrit sur les listes de chômeurs officiels.

Quant aux jeunes sortant du service national, un décret est prévu portant le délai d'inscription au chômage d'un mois à 12 mois, pour pouvoir bénéficier de la protection sociale. Cela permet de maquiller une partie du chômage. En effet, ainsi que l'indique textuellement l'exposé des motifs du projet de décret, ce délai est porté d'un à douze mois *«afin d'éviter l'inscription au chômage de jeunes gens ne cherchant pas encore réellement d'emploi et soucieux seulement d'assurer leur protection sociale»*. Encore de faux chômeurs (!) Décidément, nos capitalistes ont une imagination fertile : après le pétrole, les Arabes, ce sont les jeunes qui sont responsables du chômage parce que *«seulement préoccupés de leur protection sociale»*. A-t-on jamais entendu propagande aussi haineuse ? Il faut que la bourgeoisie soit bien désemparée pour être aussi cynique.

... à la réalité

Par exemple, il est utile de voir les circulaires envoyées par des ministères stipulant l'embauche de vacataires, le personnel non-titulaire embauché dans le cadre des mesures se répartit ainsi : PTT : 5 000 ; Finances : 3 000 Équipement : 2 000 ; Culture : 1 600; Justice : 1 000 ; Affaires sociales : 1 800.

La rémunération est au SMIC horaire, l'État a débloqué 400 millions, ce qui représente juste 20 000 vacataires pendant un an, pour un maximum de 120 heures mensuelles au SMIC, charges sociales comprises.

Au bout du compte pour ces vacataires, il n'y a aucune stabilité de l'emploi.Ils sont à la merci des besoins des capitalistes, ce qui ne peut que se renforcer à l'issue de la réunion interministérielle du 20 septembre 1977 où il a été décidé notamment de faire coincider toujours mieux l'éducation (Haby) et la formation professionnelle (Beullac). En bref, il faut des ouvriers dociles, des enseignants dociles, des employés dociles.

En conclusion, les mesures gouvernementales sont à dénoncer avec la plus ferme énergie. Nous devons dévoiler les plans funestes de l'État capitaliste décidé par tous les moyens à régler leur compte aux chômeurs, aux jeunes, en particulier en ce moment. Le combat est déjà engagé, nous devons l'intensifier.

Yves LEPIC

LA DERNIERE DE STOLERU

Decidément Stoleru n' en loupe pas une pour se faire remarquer. Sa toute dernière: un plan d'épargne aux jeunes travailleurs manuels pour devenir patron, comme le dit la publicité à la télé: c'est un vrai conte de fée.Il suffisait d'y penser. Stoléru y a pensé, qu'il soit mille fois remercié. Nul doute que ceux qui ont tout juste de quoi se nourrir vont se lancer dans l'affaire. De qui se moque t-il? De nous les ouvriers, être patron c'est le pied d'aprés lui. Nous lui montrerons que petits ou gros, les patrons on n'en veut pas . Qu'il garde sa démagogie pour lui.

De la propagande gouvernementale



Contre la taxe de coresponsabilité

8000 PRODUCTEURS DE LAIT MANIFESTENT EN BRETAGNE



C'est le jour fixé pour la mise en application du système de taxation dit de«coresponsabilité» que des milliers de producteurs de lait ont manifesté dans trois villes de l'Ouest, Vannes, Quimper et Nantes.

Le 13 septembre, trois jours avant la mise en application, Debatisse, président de la FNSEA, avait encore plaidé publiquement la cause de la politique de l'Etat monopoliste en ces termes : *«Les producteurs de lait n'ont pour le moment aucun pouvoir à Bruxelles. Ils doivent se rendre compte que cette coresponsabilité leur permettra de lutter pour mettre en place un mécanisme qui leur donnera un pouvoir qu'ils n'ont pas»*. C'est à peu près ce qu'avait déclaré Méhaignerie le ministre, le 10 septembre , lors d'un banquet à l'issue du Comice agricole de Châteaubourg en Ille-et-Vilaine : *«Cette taxe ne constituera pas une baisse du revenu agricole»* et d'ajouter : *«Je dis non aux appels à manifester»*.

Méhaignerie et Debatisse n'auront pas été entendus dans l'Ouest et le mécontentement des petits et moyens producteurs de lait au sujet de la taxe ne devrait cesser de l'amplifier dans les semaines à venir..

Dans les trois villes de l'Ouest, les manifestations se sont deroulées à l'appel de Paysans-Travailleurs, des FDSEA et du MODEF. Mais il ne faut pas croire pour autant que les tois syndicats de ces départements étaient unis sur le contenu et la forme d'action à adopter.

En ce qui concerne les formes d'action, mêmes positions de classe des pontes des FDSEA et du MODEF; les premiers se contentant d'une marche sur les préfectures et d'un dépôt de pétitions, les seconds d'une entrevue avec «messieurs les députés» et la déposition d'une motion.

Le syndicat paysans-travailleurs» s'est opposé à ces pétitions et a tenu à associer la question du refus de la taxe aux revendications prenant en compte les intérêts des petits et moyens producteurs de lait. Sur le plan de l'action,Paysans-Travailleurs, s'est efforcé d'expliquer que les objectifs de telles manifestations devaient être les laiteries et non les préfectures, parce que ce sont les laiteries qui toucheront la perception de la taxe.

Lucien NOUVEAU

Témoignage

LA DURE CONDITION DES MAITRES-AUXILIAIRES

Haby prétend que la rentrée est normale et que les maitres-auxiliaires n'ont pas à se plaindre après tout ce qu'il fait pour eux. Beullac, ministre du Travail reprend de plus belle ses diatribes contre les faux chômeurs. Ce témoignage, dont nous publions de larges extraits, réduit à néant leurs affirmations. Son auteur, fils de manœuvre, a fait 16 ans d'études grâce aux dures privations de sa famille. Il raconte comment après avoir été refusé au concours extrêmement sélectif du CAPES, il est devenu auxiliaire bouche-trou puis chômeur.

Après mon service militaire, j'avais obtenu, à la file l'un de l'autre, deux demi-postes d'enseignement. J'étais professeur remplaçant, envoyé d'un coin à l'autre du département (Meurthe-et-Moselle) ; vous pouvez deviner facilement le temps qui me restait, en dehors des heures passées dans les moyens de transport, à consacrer vraiment à la préparation des cours et à la correction des devoirs. D'ailleurs, il faut dire que l'on ne m'en demandait pas beaucoup : que les élèves soient bien gardés, et surtout, je devais faire en sorte que les parents ne fassent aucune réclamation.

J'avais un salaire de 940 à 1 300 F par mois* : même pas de quoi vivre !

Aujourd'hui, je n'ai même pas eu de demi-poste et je suis chômeur : mes journées valent 22 F, et ce n'est même pas suffisant pour me déplacer, en vue de chercher un emploi, et pour manger. Alors le logement et le reste, ce n'est même pas la peine d'y penser ! Il faut vous dire aussi que je vis avec ma mère, obligée de faire des ménages pour vivre, mon père étant décédé, et une sœur, sortie d'une section d'éducation spécialisée (SES), sans qualification et au chômage depuis 1975.

Je me retrouve moi-même sans qualification et il me faut tout recommencer et me reconvertir ; mais la ligne d'horizon n'est-elle pas bouchée avec 1 400 000 chômeurs, et est-ce que ma reconversion débouchera cette fois-ci, sur un métier, alors que dans la région, la crise s'aggrave et que les patrons licencient à tour de bras ?

L'administration et l'Éducation nationale est le pire des patrons : les travailleurs de l'Éducation, comme les maitres-auxiliaires, n'ont aucune garantie d'emploi ; moi-même, j'ai vu mon contrat rompu par l'État, et je me suis fait licencier.

Quant à l'ANPE, un chômeur-diplômé se voit répondre qu' il ne faut pas compter sur un diplôme dans les secteurs lettres, philosophie, psychologie, géographie, etc. pour passer les portes de l'emploi.

Par delà mon cas individuel, vous pouvez vous rendre compte qu'il ne s'agit pas d'un problème d'«intelligence», de «vocation» ou d'«erreur de filière» : tout cela, ce sont des mythes.

Mais il s'agit d'un problème de société : il m'apparait avec évidence que la société capitaliste qui est la nôtre, défendue avac tant d'acharnement par toute la bourgeoisie, y compris les révisionnistes comme Marchais, est incapable d'assurer un avenir à sa jeunesse, et quand une société en arrive là, elle se condamne elle-même à disparaitre.

Le désespoir de nombreux maitres-auxiliaires, sans perspective, sont poussés par ce système injuste à la dernière extrémité, à la misère et certains comme Boudouresque, à Nice, se suicident ; mais, de plus en plus nombreux, ils aspirent à la lutte ; comme les étudiants italiens en mars 77, ils refusent d'être une réserve de chômeurs, condamnés à être des chômeurs-diplômés. La seule solution pour nous, c'est de nous mettre sous la direction des ouvriers et des payans-travailleurs pour détruire radicalement cette société et la remplacer par une France socialiste, avec une éducation au service exclusif du peuple et non de la minorité bourgeoise, avec une jeunesse qui ait vraiment un sens à la vie.

La titularisation des maîtres auxiliaires, une lutte qui dure , ici une manifestation à Paris en 1973

Les manuels scolaires

Ce que l'on enseigne à nos enfants...

A la veille de la renfrée scolaire, le ministre Haby a mis en garde les enseignants contre la «politisation de l'enseignement» en déclarant en substance qu'en dehors de l'école il était admis que les professeurs aient une activité politique mais qu'ils devaient laisser leurs idées au seuil des salles de classe et dispenser un enseignement «objectif», les sciences humaines étant par définition «neutres».

Il suffit d'ouvrir n'importe quel manuel pour découvrir ce que la bourgeoisie entend par «objectivité» et «neutralité». Le manuel de géographie pour la classe de 5e de la Nouvelle collection Varon, édité par Armand Colin, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Le paradis capitaliste

Les États-Unis y sont décrits comme une «société d'opulence», le «pays de la machine et de l'efficacité» où grâce aux machines et notamment aux ordinateurs, la population jouit de gros revenus et se repose trois jours sur sept !

Il n'est pas dit un mot des sept millions de chômeurs, ni de la crise où se débat l'économie du pays.

Tout juste si on parle de quelques «îlots de misère» dont on ignore la cause dans ce paradis.

Quant à la population des 22 millions de noirs, le manuel regrette que les «rancunes» aient donné naissance à la ségrégation à laquelle le gouvernement s'efforce d'ailleurs de mettre fin. Cette population constitue un danger ; un «péril noir est né dans cet État blanc si prospère», affirme le manuel !

Des pays naturellement pauvres, donc naturellement soumis

Quant aux pays du tiers monde, le manuel insiste sur les conditons naturelles qui les condamment pratiquement à la misère : séisme, sécheresse, inondations, relief difficile, etc. Ainsi le retard économique de ces pays est dû non à leur oppression par l'impérialisme, mais aux conditions naturelles auxquelles l'homme est totalement soumis.

Autre facteur de ce «retard économique» : le caractère des hommes.

Le manuel reprend toutes les idées racistes sur les Indiens «insouciants», «insensibles aux changements», les populations indochinoises «indolentes», opposées aux colons d'Amérique du Nord «actifs et méthodiques».

Le comble du racisme est atteint quand le manuel, au chapitre sur le Brésil affirme textuellement : «L'Amazonie et l'Ouest du massif brésilien , presque vide d'hommes, sont le refuge d'Indiens sauvages». C'est clair, les Indiens ne sont donc pas des hommes.

Un seul recours : l'aide des pays riches

Un encadré en marge du chapitre sur l'Amérique latine définit un pays sous-développé comme «un pays incapable de bien mettre en valeur ses ressources». Un seul recours pour ces incapables : l'aide des pays riches que les États-Unis, d'ailleurs, dispensent généreusement en «aidant les pays pauvres à s'assurer un meilleur équipement». Ainsi le manuel affirme que le Brésil «doit recourir aux capitaux étrangers» s'il veut se développer.

Ajoutons à cela la falsification systématique de l'histoire jusqu'à la caricature. Ainsi, on croirait admis par tout le monde, y compris la bourgeoisie «éclairée», que la conquête de l'Amérique s'est accompagnée de massacres en masse de la population, mais pas du tout. «Les populations d'Amérique furent détruites par les luttes contre les Européens et par les maladies venues d'Europe». Outre les maladies, dont la responsabilité n'incombe à personne, sinon à la fatalité sans doute aux yeux de l'auteur, c'est donc la révolte des populations contre les conquérants qui ont causé leur disparition. Elles n'avaient qu'à se soumettre.

Ainsi, donc cet enseignement «objectif et neutre» dont parle Haby c'est l'enseignement de la soumission de l'homme devant la nature, la soumission du tiers monde devant l'impérialisme, l'enseignement du racisme.

Et il voudrait que les enseignants colportent cet enseignement réactionnaires sans protester et sans y introduire des «idées politiques» !

Pierre DEL AUBE

Le capitalisme : un paradis pour les paysans (!)

assez et surtout cela me causait trop de soucis et de travail. Je ne pouvais jamais m'absenter de la ferme. Maintenant je prends un mois de vacances chaque hiver ; cette année, je vais en Égypte. Avec l'argent que m'a rapporté la vente du troupeau, j'ai fait installer l'irrigation pour pouvoir arroser les champs de maïs.»

Le matériel

«Je possède 5 tracteurs, 1 moissonneuse-batteuse qui récolte les céréales sur une largeur de 5 mètres à la fois (elle moissonne 20 hectares par jour!), 5 remorques, 1 camion, 1 camionnette, plusieurs charrues à 6 socs, tout le petit matériel nécessaire

Le tiers monde : une arriération «naturelle»



En bref

Un rideau de fumée

Dès la rentrée Simone Veil a pris un nouveau départ dans sa croisade anti-tabac. Il sera désormais interdit de fumer dans certains lieux publics sous peine d'amende. Le nombre de places réservées aux fumeurs dans les transports en commun va diminuer. Les non-fumeurs vont être alertés sur les dangers qu'ils courent au contact des fumeurs.

Certes, le tabac est nocif pour la santé et la lutte contre le tabagisme n'est pas une mauvaise chose en soi. Mais si Simone Veil est tellement soucieuse de la santé des travailleurs, pourquoi ne part-elle pas en guerre contre la pollution industrielle et les mauvaises conditions de travail dont les conséquences sur la santé ont une toute autre ampleur. Pourquoi réduit-elle le personnel hospitalier, le remboursement des médicaments, et du même coup les possibilités de soins ?

Mais n'est-ce pas justement à masquer cette politique antipopulaire qu'est destinée la campagne anti-tabac ?



Heu — reux

Dijoud, ministre de la jeunesse et des sports a fait un sondage auprès de l'ensemble de la population et arrive à cette conclusion : «Les travailleurs sont heureux».

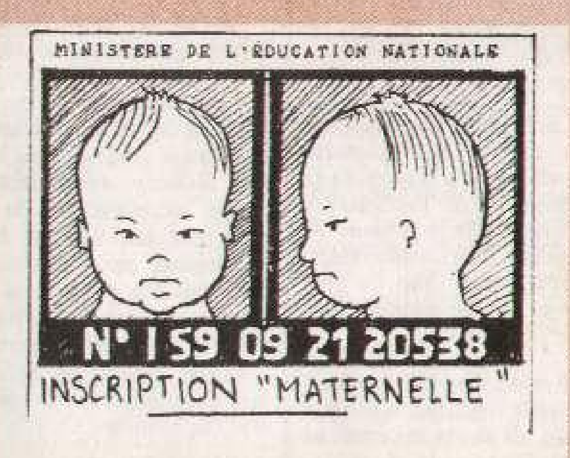
En période d'inflation, galopante, de chômage et de bas salaires des réponses aussi euphoriques sont pour le moins surprenantes. Finalement, ces sondages face à la colère des travailleurs ça doit cacher quelque chose : l'inquiétude de pouvoir peut-être ?

Ficher les enfants

Dans le cadre de sa réforme, Haby a prévu de faire remplir par les enseignants un dossier scolaire pour qhaque enfant.

Outre la profession des parents, il devra comporter divers renseignement tels les «problèmes sociaux» éventuels de la famille, la conduite et le comportement de l'enfant à l'école et au dehors, sa réussite dans les matières étudiées, etc.

Ces dossiers raffinés seront sans doute indispensables pour justifier la sélection accrue, l'envoi en Section d'éducation spécialisées (SES) ou au chômage vite fait de nombreux jeunes, de la classe ouvrière. Les ficher dès la maternelle, les considérer comme des «cas sociaux», c'est aussi l'un des buts de la réforme Haby.



Scandale du logement

A Paris, il y a des dizaines de milliers de logements vides mais aussi des dizaines de milliers de mal-logés qui ne demandaient qu'à y habiter. Et pourtant, entre le 1er avril et le 31 août 1977, le préfet de police l'avoue lui-même, 1 627 travailleurs ont été expulsés, faute de pouvoir payer leur loyer.

C'est que dans notre société le logement qui devrait être un droit n'est qu'une marchandise comme une autre, soumise à la loi du profit maximum. Un scandale de plus à mettre sur le compte du capitalisme.

Brétigny-sur-Orge — Essonne

UNE FETE POUR LE PEUPLE

Dimanche 18 septembre, à Brétigny-sur-orge, un millier de personnes ont participé à la fête populaire de l'Essonne, organisée par les militants de l'Humanité rouge et soutenue par le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Pour retranscrire l'ambiance de cette journée, nous avons interviewé les organisateurs de cette fête.

HR : Quel était le caractère de cette fête ? Il y avait des choses curieuses, car des «chamboule-tout», des vignettes, des bals populaires, ce n'est quand même pas une coutume chez nous...

R : En effet, nous avons osé prendre des initiatives pour toucher les plus larges couches de travailleurs , ce qui a aussi posé beaucoup de problèmes dans nos propres rangs. En effet, des camarades pensaient que c'était révisionniste de faire des bons de soutien , des jeux payants, un bal populaire et de donner de l'alcool à midi pour le repas.

Nous avons dû leur expliquer qu'il y avait une différence fondamentale entre une vignette à 10 F qui donne droit à entrer à la fête de l'Humanité et un bon de soutien de 10 F qui donne droit à un repas, qui nous sert, du point de vue financier, pour l'avance des fonds. Il a fallu expliquer que les jeux payants (0,50 F) donneraient la possibilité à chacun d'obtenir un lot, et le soir nous avons fait aux enfants une distribution gratuite des lots restants.

Sur le problème de l'alcool, nous pensons que c'est une tradition d'arroser une fête populaire, le seul problème est d'éviter les soûleries par l'ambiance chaleureuse et sympathique. Nous y sommes parvenus !

Le bal populaire que nous avons fait, était en fait un bal folklorique, où à notre grand étonnement, 300 à 400 participants n'ont pas cessé de danser !

HR : Vos jeux étaient quand même particuliers ?

— Oui, au «chamboule-tout», vous aviez le choix entre les «personnalités» bourgeoises (Giscard, Chirac, Mitterrand, Marchais...) et les différents piliers de l'Etat bourgeois (CRS, flics, fascistes, patrons, juges...). C'est comme au tir à la carabine, les cibles étaient les deux superpuissances, ou les fascistes chiliens, et Cie...

HR : Et les forums ?

— Notre objectif principal était d'intéresser le maximum de personnes, à quelque niveau qu'elles soient.

Nous ne voulions pas d'un meeting central où comme bien des fois, toute notre ligne en général est présentée. Nous voulions faire cette fête plus large et amener les travailleurs à participer aux discussions et au débat politique.

C'est ainsi que des travailleurs de ma boite sont venus uniquement parce qu'ils savaient que c'étaient nous qui organisions cette fête, que l'on mangerait des brochettes et qu'il y aurait beaucoup de musique.

L'important, c'était qu'ils viennent. Après, c'était à la commission animation de rechercher la discussion et de diriger les gens dans les forums. Et vous avez vu, la grande salle a toujours été noire de monde, à tous les forums, mais avec un auditoire différent, en fonction des sujets.

HR : Vous aviez une partie culturelle variée, a-t-elle été appréciée par les travailleurs?

— Aussi bien les groupes musicaux comme Sourdeline (groupe folk régional) Moun'kika et Trisa (nouvelle chanson antillaise) que les chorales militantes de la revue turque (Aydinlink), de Lille (La Lyre des travailleurs), de la Communarde, de Massy et des Ulis (chorales locales) en finissant par le groupe local «Vilbroquin» qui anima le bal, tout ce spectacle qui dura toute la journée a intéressé et distrait les participants.

HR : Comment conclure ?

— Nous avons osé mener le débat politique dans nos propres rangs et le combat politique contre nos ennemis (toutes le difficultés pour obtenir le terrain...).

Nous avons réussi à mobiliser très activement de nombreux contacts, amis, sympathisants — que nous remercions chaleureusement — qui par leur aide précieuse et leurs justes critiques nous ont aidés à réussir et à abattre tous les obstacles.



La salle pendant un forum (Photo HR)


La file d'attente pour le repas (Photo HR)


Les travailleurs présents ont pu prendre leur repas sur place (Photo HR)

Exposition : «Le corps et son image»

LA POUSSEE DES COMMERÇANTS ET DES BOURGEOIS

En ce moment, au musée du Louvre, à Paris, se tient une exposition intitulée : «Le corps et son image». On peut y voir, principalement, des dessins de la Renaissance, qui représentent les premières études faites sur le corps humain. Ces dessins ou croquis sont le résultat d'une grande lutte qui a marqué la Renaissance.

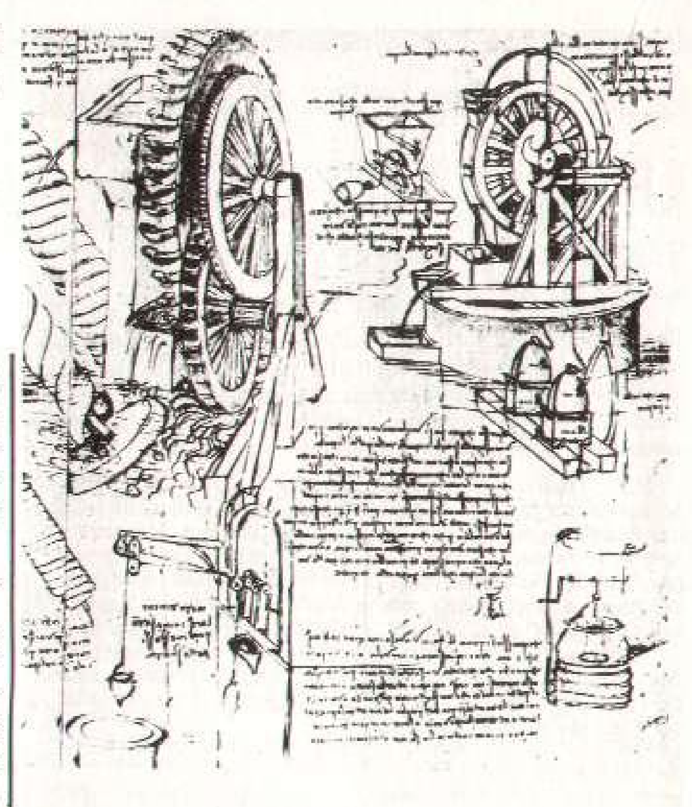
La représentation du corps humain n'était pas chose évidente au début de la Renaissance. A Florence, Michel Ange fut accusé de profaner bassement les cadavres et puni en conséquence *«pour avoir osé ouvrir, dans le but de mieux connaître son art, le corps d'un Corcini»*, à la suite de quoi, la famille de celui-ci déclencha un immense scandale et demanda justice.

Les plus grands peintres, comme Léonard de Vinci ou Michel-Ange, devaient acheter et suborner des domestiques et des employés des hôpitaux. La dissection des cadavres, même à des fins scientifiques, était interdite sous peine d'emprisonnement. C'est surtout les autorités religieuses qui s'opposaient à la dissection et à l'étude du corps humain.

Une lutte contre l'obscurantisme

La conception religieuse et médiévale, c'est que le spirituel est supérieur au matériel. La beauté parfaite est en Dieu. Ensuite viennent, par ordre décroissant, la beauté des saints, de l'âme de l'homme et enfin du corps. La religion était l'idéologie dominante. Ainsi, la doctrine des pères de l'Église se caractérisait par une haine de la science, par la justification du joug féodal et par des appels à l'ascétisme.

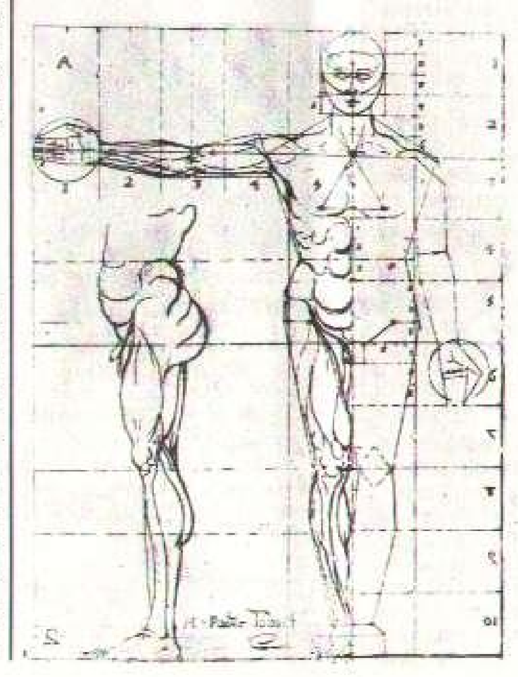
Tertullien déclarait : *«Je crois parce que c'est absurde»*. Les pères de l'Église affirmaient le primat de ce qui est révélé, «qui vient du ciel», sur toutes les autres connaissances. Le but de l'Église et de ses philosophes était de justifier le système d'exploitation féodal, de montrer que ce système avait été créé et sanctifié par Dieu et que s'opposer à ce système, c'était s'opposer à Dieu. Pour eux la peinture devait être une bible illustrée, elle devait représenter la vie des Saints.

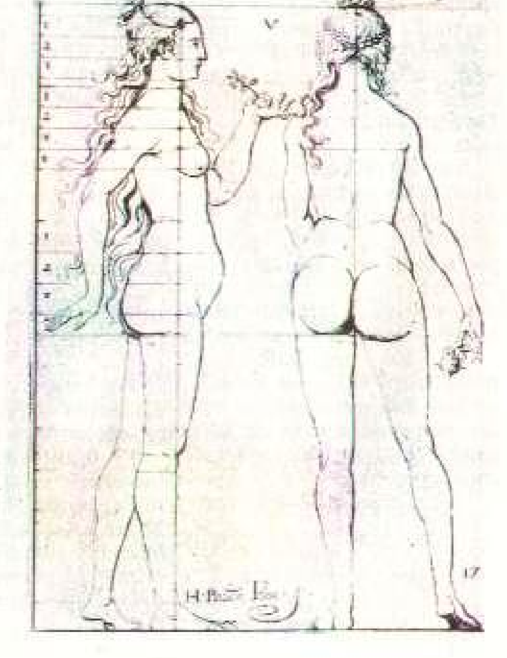


Etude de la mécanique de Leonard de Vinci. Les peintres de la Renaissance participèrent au grand mouvement de recherche.

Les peintres de la Renaissance italienne remettaient radicalement en cause ces conceptions. Ils s'intéressaient en priorité à la représentation de l'homme pour lui-même. Le corps humain, l'homme étaient devenus la mesure, l'étalon par lequel ils abordaient la réalité. Le centre de gravité s'était déplacé. Il était descendu du ciel sur la terre. Même quand Michel-Ange représente la création de l'homme pour la Chapelle Sixtine, ce qu'il met en avant, c'est plus l'homme que le créateur.

La représentation du corps humain fut le résultat d'une grande lutte.





L'étude de la nature

Leurs sujets, ces peintres ne les recherchaient plus dans la Bible ou les écrits religieux mais dans l'étude de la nature. Les peintres ont participé au grand mouvement de recherche qui a caractérisé la Renaissance. La peinture est considérée comme une activité scientifique. Pour cela, le peintre doit utiliser toutes les sciences, l'arithmétique, l'anatomie et la perspective. *«L'apprentissage des arts, dit Léonard de Vinci, se fait par le moyen de la Raison et de la méthode, et l'on y passe maître par la pratique»*.

Pour eux, la connaissance ne vient pas de la révélation divine, ni de l'imagination mais de l'observation :

«L'imagination ne voit point de splendeur comparable à celle que voit l'œil» écrit encore Vinci dans son traité de peinture. L'observation aura pour seul objet la nature : «Prenons donc toujours dans la nature les choses que nous devons peindre».

C'est ainsi que les peintres de la Renaissance se livrèrent à de véritables recherches scientifiques comme en témoignent les études d'anatomie, de botanique, de mécanique exécutés par Léonard de Vinci. Ce vaste mouvement de recherche et d'investigation de la nature reflétait la poussée des commerçants et des bourgeois des villes qui avaient besoin de maîtriser les techniques et les sciences pour se développer et disputer le pouvoir au fédoalisme. Ce mouvement était progressiste.

Léon CLADEL

Cinéma

«L'OPIUM ET LE BATON»

Les premières images du film nous montrent Alger au moment du couvre-feu et des rafles. On voit d'abord un homme, il hésite entre les deux camps et refuse d'héberger un patriote poursuivi par les paras.

Mais la lutte du peuple algérien se développe, elle ne peut laisser personne indifférent ou neutre. On est pour ou contre. Rapidement le médecin se retire dans son village kabyle, de là il rejoindra le Front de Libération nationale (FLN) et se battra les armes à la main.

Le film, c'est la vie de ce village kabyle au moment de la guerre de libération. On voit d'un côté la garnison française de SAS (Section d'Action Spéciale), de l'autre la population algérienne. On assiste à l'échec des tactiques successives de l'armée colonialiste. D'abord la guerre dite psychologique. Les Français tentent de susciter les délations, de donner de petites responsabilités aux Algériens pour les acheter. Mais chaque tentative renforce l'unité de la population du village face aux français.

Le capitaine français couvre les murs de son bureau de cartes du maquis. Il ne parvient jamais à localiser les soldats du FLN, qui eux par contre fondent sur chaque patrouille qui s'avance un peu trop dans la montagne.

Le film montre très bien d'où vient la force des combattants algériens. Ils sont liés au peuple algérien. Leur cause c'est la libération du peuple algérien, ils viennent, de nuit, au village prendre des vivres, des informations sur l'ennemi. Le film montre aussi la faiblesse des colonialistes français qui n'arrivent pas à briser la résistance du village. Tour à tour, la compagnie, de SAS va utiliser la torture sur tous les habitants du village, le rapt d'enfants. Rien n'y fait. De rage le capitaine fait dynamiter tous les oliviers autour du village pour empêcher les partisans de se cacher. Informé d'une réunion de cadres du FLN, le capitaine français organise une opération de grande envergure avec colonnes motorisées. Cette opération se solde par un échec, les Français sont encerclés et leur blindés partent en fumées. Le réalisateur a su montrer avec force les combats du FLN et la guerre populaire. Tout en utilisant certains effets du film de guerre, il montre très bien que c'est tout un peuple qui fait front aux colonialistes. Même ces effets renforcent le ton épique du film.

Farroudja : Le traitre Raïb lui prendra son enfant pour la faire parler



le docteur Lazrak retourne dans son village natal



Culturel

NOTES DE LECTURE

CITROEN, BAGNE CAPITALISTE : DE LA REVOLTE A LA LUTTE ORGANISEE

Dans leur collection «Classe contre Classe», les Editions de l'APN viennent de publier une brochure écrite par les militants marxistes-léninistes de l'usine Citroen de la Janais à Rennes, qui emploie 14 000 ouvriers. Elle a pour base un long travail militant dont «Prolétariat» et l'«Humanité rouge» se sont faits l'écho. Cette pratique, accompagnée d'analyses et de documents, donne son sens à un travail en profondeur et permet d'avoir une connaissance précise «de cette marmite sous pression dont le couvercle sautera un jour».

Toute l'organisation intérieure de l'usine justifie amplement son qualificatif de bagne. Ceci dès l'embauche, puisqu'une véritable enquête policière est menée et que l'on impose la signature du contrat accompagné du règlement intérieur. Longue liste de ce qu'il est strictement interdit de faire sous peine de renvoi. L'embauche est d'ailleurs limitée, car Citroen a créé son agence de travail intérimaire dénommée SBS où elle recrute *«de la main d'oeuvre plus jeune, bon marché, facile à vider»*. Puis ce sont les cadences infernales, les accidents (1 mort par an !), une médecine du travail qui n'a pour but que de vous *«réparer au plus vite»*. Les femmes ont d'ailleurs une fois encore le scandaleux privilège d'être traitées «comme de simples objets». Elles représentent 25 % du personnel. Un bagne avec ses gardes-chiourmes, la CFT fasciste, véritable milice armée. Bagne qu'a voulu une exploitation capitaliste forcenée : les chifffres cités sont éloquents.

Face à cela, la ligne des dirigeants de la CGT a été une suite irréversible de compromissions et d'abandons : accord anti-grève, demande de contrôle des licenciements (déguisés en départs volontaires) seul recours aux élections professionnelles et renvoi au Programme Commun. Les méthodes, bien sûr, sont au service de cette ligne de trahison.

Et cependant les travailleurs élèvent leur niveau de conscience, comprennent la nécéssité absolue de s'organiser. D'individuelles, les luttes deviennnent collectives ; d'abord souvent dispersées, elles convergent comme en ont témoigné les points chauds de mai 1973 et novembre 1976. A travers ces luttes, la classe ouvrière forge les armes de la révolution groupée autour d'un véritable parti communiste.

ECONOMIE RURALE EN CHINE

De la réforme agraire aux communes populaires

Ce livre de 220 pages, traduit du chinois, retrace les luttes entre deux voies, deux classes et deux lignes, dans la question de l'édification d'une agriculture socialiste en Chine.

«Economie rurale en Chine» a été écrit entre 1969 et 1972 par le village de Beigadjin de la banlieue de Shijiazhung dans le Hopei, revu et corrigé à Pékin entre 1973 et 1975. Il constitue un document de base pour l'étude de la pensée maotsétoung, en ce qui concerne les questions agraires et paysannes. Il montre avec clarté comment le Parti communiste chinois dirigé par le président Mao a appliqué de façon créative les principes du marxisme-léninisme pour mener à bien la révolution prolétarienne dans les campagnes. Le livre décrit toutes les étapes de cette grande lutte qui va de la réforme agraire aux communes populaires, en passant par l'entraide et la coopération.

A toutes les étapes de la révolution en Chine, l'ouvrage apporte quantité de détails, et précisions importantes, permettant de saisir pour chacune d'entre elle les conditions exactes dans lesquelles elles se sont déroulées.

Un livre à lire et à étudier qui permet de saisir l'importance fondamentale pour les partis marxistes-léninistes du travail à la campagne.



POUR TRAVAILLER, VIVRE ET LUTTER AU PAYS

Fêtes régionales

Montpellier
SAMEDI 22 OCTOBRE
Fête régionale de la jeunesse en lutte



International

La bombe à neutrons, le canon à protons

LA COURSE AUX SUPERARMEMENTS

2 ans après la conférence sur la «détente et la coopération en Europe» A la veille de la conférence de Belgrade, les préparatifs de guerre des USA et de l'URSS n'ont pas été ralentis pour autant. Les deux superpuissances viennent de mettre au point deux nouvelles armes nucléaires : Pour l'URSS, c'est le canon à Protons, pour les USA c'est la bombe N ou bombe à Neutrons. Nous devons connaître ces armes pour mieux leur faire face, pour développer la mobilisation contre les préparatifs de guerre des deux superpuissances.

LE CANON A PROTONS des soviétiques est un canon qui tire à la vitesse de la lumière. Le puissant fasceau de protons qu'il produirait serait capable de détruire instantanément les missiles ennemis. Cette arme anti-missiles balistiques fonctionne au moyen d'un accélérateur d'électrons.

LA BOMBE N ou bombe à neutrons : elle a été mise au point par les Américains. C'est un combiné des deux bombes antérieures, la bombe A et la bombe H. La bombe A explose parce qu'on associe des atomes d'hydrogène deux par deux, ce qui dégage de l'énergie et et rend possible l'explosion. Leurs effets sont *l'émission de chaleur* (choc thermique), *la déflagration* ou effet de souffle (choc mécanique), *la bouffée* causée par les neutrons et les rayonnements (rayons X, rayons gamma), *la pollution radioactive* par effet de fission (surtout dus à la bombe A). Résultat de ces deux bombes, la bombe N est plus petite et fait un kilotonne, ce qui équivaut à 1 000 kg de TNT. Alors que les bombes tactiques de l'OTAN en Europe ont une puissance de 10 à 50 kilotonnes (comme la bombe d'Hiroshima). C'est une bombe à effet rayonnant renforcé et à effet de choc réduit. Cela signifie que, à la différence des autres bombes, celle-ci a des effets mécaniques réduits au minimum : les maisons, les usines, le matériel de guerre seraient intacts alors que les neutrons qui sont des particules lourdes aux radiations dangereuses, entraineraient la mort certaine dans un rayon de 800 mètres.

L'enjeu de la rivalité des deux superpuissances, c'est l'Europe et son immense potentiel industriel. Une telle bombe permettrait de laisser intact toute l'infrastructure économique.

L'homme, facteur déterminant

Mais en supposant qu'une bombe à neutrons épargne les bâtiments et les machines, s'il n'y a plus personne pour les faire tourner, cela n'intéresse plus les impérialistes.

Il faut bien voir aussi que les deux superpuissances alternent paroles bêlantes et révélations sur leurs nouvelles découvertes . Elles espèrent ainsi créer le désarroi et la terreur dans les masses pour tenter de les mettre à genoux, de leur faire baisser les bras avant de riposter, afin de créer un esprit de défaite et de démoralisation. Toute arme offensive rencontre toujours un autre engin capable de l'emporter sur elle.

Développer la mobilisation populaire

Les deux superpuissances ont perdu le monopole nucléaire depuis plusieurs années déjà. L'histoire prouve que toute arme avancée a été surclassée par une autre; par exemple le char par le canon anti-char, etc. De plus, la récente victoire des peuples d'Indochine montre bien que ce ne sont pas les armes si terribles peuvent-elles paraître, qui décident du sort d'une guerre. Ce sont les peuples en arme qui gagnent.

«Les grandes forces de la guerre ont leurs sources profondes dans les masses populaires.» Mao Tsé-toung.

Nous devons néanmoins sérieusement tenir compte de ces armements et développer la mobilisation du peuple contre les préparatifs de guerre des deux superpuissances.

Léon CLADEL

Manifestation contre la bombe à neutrons aux États-Unis devant la Maison-Blanche. Mobilisons-nous contre les préparatifs de guerre.





Les lecteurs ont la parole

Autrement dit,-il ne peut être question d'abaisser le contenu du journal, au contraire. Par contre, il faut en même temps (ce n'est pas contradictoire !) que notre journal soit plus vivant, plus riche, plus documenté, fourmillant de faits recueillis sur place, partout dans le pays, dans tous les secteurs de la vie sociale et politique, et par voie de conséqucnce, qu'il soit moins stéréotypé : qu'on ne dise pas en lisant certains articles «quand on en a lu un, on les a tous lus». Cela est-il possible ? Oui !

Les succès du bimensuel, s'ils ne doivent pas nous griser, confirment chaque jour que c'est possible. Des entreprises et des quartiers populaires, des échos très encourageants nous parviennent : le bimensuel est très apprécié. Or, ce sont pour l'essentiel les mêmes camarades journalistes qui travaillent au quotidien et au bimensuel.

Alors où est le problème ? Le problème, c'est que pour réaliser le bimensuel, nous disposons de meilleures conditions : les délais de fabrication étalés sur 15 jours permettent déplacements et enquêtes. Cela n'est pas le cas bien souvent pour le quotidien.

Peut-on modifier cette situation

Oui, en augmentant le nombre de rédacteurs, en mettant en place EFFECTIVEMENT un réseau stable de correspondants locaux et une multitude de collaborateurs, en plus d'un effort collectif de participation de tous nos lecteurs, notamment ouvriers. Il s'agit là d'une bataille politique. Une bataille politique. Une bataille collective. Une bataille qui passe aussi par la résolution des difficultés financières qui nous freinent.

Cette bataille, il est possible de la gagner. Il faut absolument la gagner !

Mas ce n'est pas le seul aspect du problème. Une autre cause des difficultés réside dans l'organisation de la propagande pour le journal et de sa diffusion.

L'insuffisance de la diffusion ne provient pas seulement des défauts de notre quotidien. Comment expliquer sinon que, malgré de remarquables succès de diffusion dans certaines entreprises ou quartiers où la vente du bimensuel a représenté une progression de 6, 8 ou 10 fois les anciens chiffres de vente de l'hebdomadaire et du quotidien, la vente d'ensemble du bimensuel, bonne, n'a malgré tout pas connu de multiplication aussi importante ? D'autres éléments nous permettent de conclure ici que la diffusion de notre presse est très inégalement prise en main.

Notre presse : un outil de rassemblement et d'organisation

Or, il s'agit d'une question CAPITALE. Notre presse nationale marxiste-léniniste est le principal outil du travail de rassemblement et d'organisation des révolutionnaires prolétariens. Peut-on s'en remettre pour sa diffusion au trust Hachette ? Ce serait un doux rêve ! Notre diffusion n'est pas une affaire commerciale. C'est une affaire POLITI-

[...]

seul un effort collectif, incluant la participation du moindre lecteur, nous permettra de vaincre. Imaginez que chaque lecteur se préoccupe de diffuser, régulièrement, ne serait-ce qu'un exemplaire du journal ?

Voilà, cher camarade, quelques remarques que

[...]

l'occasion de cette lettre.

Oui, la bataille de notre presse est une bataille difficile. Renforçons nos efforts plutôt que de reculer. Nous avons remporté déjà certains succès, nous en remporterons d'autres !

HJ

l'Humanité Rouge — 1 F

• Afrique australe
« JETER BAS LE BASTION DE IAN SMITH»

Sommet de la gauche
A QUI LE POUVOIR ?

• DJIBOUTI
L'INDEPENDANCE

PC – PS LES MARCHANDAGES POUR LE POUVOIR

Procès en assises de Colmar
LE VIOL RECONNU COMME UN CRIME

DETENTE = MENSONGE
L'URSS PREPARE LA GUERRE

3000 manifestants mardi à Nantes, nouveau procès mercredi à Rennes
SOLIDARITE AVEC LES 5 PAYSANS EMPRISONNES !

PARISIENS, SOLDATS, SOUTENEZ LES EBOUEURS EN GREVE !

La classe ouvrière vengera Pierre Maitre
RIPOSTE DE MASSE !

60 millions avant le 31 décembre !



La «liberté de la presse», tel est bien le slogan qui essaie de dissimuler ce fait que la presse en France (comme dans tous les pays capitalistes)c'est, pour l'essentiel, la presse de la bourgeoisie ! Une presse du mensonge, nourrie par l'argent des monopoles.

La presse capitaliste à grand tirage est groupée en sociétés monopolistes de presse. Les pertes de tel quotidien peuvent être compensées par les bénéfices réalisés par tels magazines. Pour beaucoup aussi, la publicité constitue la source essentielle de financement.

En outre, les grands monopoles soutiennent financièrement les journaux qui assurent la diffusion des idées qui contribuent le mieux au maintien et au développement de leur domination de classe.

Enfin la grande presse d'opinion (l'Humanité en fait partie) reçoit très officiellement des subventions du gouvernement.

La presse qui fut autrefois celle de la classe ouvrière (la presse du PCF) a dégénéré en instrument de propagande contre la révolution, au service des ambitions de conquête du gouvernement capitaliste de Marchais et Cie.

Aujourd'hui, le PCF se trouve de fait à la tête du premier groupe de presse français. En plus de ses publications politiques, il possède des journaux pour enfants («Pif», «Rahan»...) des journaux de sport («Mondial» par exemple), des journaux de jeux (le magazine «7», etc.).

C'est aussi l'imprimerie de ce groupe qui assure le tirage d'autres publications n'appartenant pas au PCF, comme par exemple «Spécial-dernière». Que de tels torchons soient imprimés par leurs soins, ne gênent pas du tout les dirigeants du PCF, puisque ça paye.

Pour nous, communistes marxistes-léninistes, il n'est pas question de telles pratiques commerciales et financières typiquement bourgeoises. L'argent, contrairement au proverbe bourgeois, a bel et bien une odeur, une odeur de classe.

Pour vivre, notre «Humanité rouge» n'a d'autre argent que celui de ses lecteurs. Voilà pourquoi nous faisons de nouveau appel à vous, amis lecteurs.

Pour vivre et aller de l'avant, il faut 60 millions d'anciens francs, avant la fin de l'année.

La bourgeoisie finance la presse bourgeoise... et sa justice condamne l'Humanité rouge à verser 10 000 F au dénommé Le Pen qui, comme chacun sait, n'est ni un tortionnaire du peuple algérien ni un pro-nazi notoire comme nous l'avions écrit dans notre journal !

Dimanche

6 novembre

Rassemblement national à Paris



«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

«Octobre aujourd'hui» sera le thème central du rassemblement national organisé le 6 novembre prochain, à la Mutualité, par les communistes marxistes-léninistes de France.

Cette année est celle du 60e Anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Toujours vivant

Il y a 60 ans, en quelques jours, les ouvriers, les paysans, les soldats et les marins de Russie ébranlèrent le monde. Car ils ont prouvé que la révolution était possible, que la classe ouvrière peut prendre le pouvoir et le consolider. Car ils ont enseigné, en actes, le rôle décisif du parti et de la dictature du prolétariat.

Il y a soixante ans, des millions de prolétaires avaient les yeux tournés sur Octobre 17, car c'était un exemple. Aujourd'hui, Octobre 17 est toujours vivant dans la conscience des révolutionnaires, car il est plein d'enseignements pour les batailles à venir.

Contre les traitres

Certains, qui se prétendent les représentants de la classe ouvrière de notre pays, ont rejeté ouvertement les leçons d'Octobre 17 ; au XXIIe Congrès de leur parti, les dirigeants révisionnistes du PCF ont foulé aux pieds la dictature du prolétariat ; chaque jour, ils essaiment des illusions électoralistes, veulent faire croire que tout va changer par le recours au Programme commun et l'élection de politiciens bourgeois de «gauche» à l'assemblée nationale. Octobre 17 apporte un démenti cinglant à tous leurs mensonges et à tous leurs reniements.

Évoquer Octobre 17 aujourd'hui n'est pas s'enfoncer dans une histoire dépassée ni respecter un cérémonial figé, c'est une arme acérée contre les actions et les idées de ceux qui ont trahi l'idéal révolutionnaire de la classe ouvrière de notre pays ; c'est un bon instrument pour la bataille politique de 1978.

Aujourd'hui, sur la voie tracée

Dans son communiqué de presse de septembre, le PCML F a appelé à une participation active à la *«bataille politique de 1978 afin que la voix des travailleurs en lutte, y compris nos frères immigrés et les jeunes qui n'ont pas le droit de vote, puisse se faire entendre et afin de développer les forces conscientes de la nécessité de la révolution socialiste»*.

Le rassemblement «Octobre aujourd'hui», du 6 novembre, doit être le tremplin de cette bataille politique de 1978. Il rassemblera tous ceux qui ont entrepris les tâches les plus urgentes pour la classe ouvrière et le peuple de notre pays : la lutte classe contre classe, la lutte contre les partis traditionnels au pouvoir et contre les illusions et les dangers du Programme commun, la lutte contre les deux superpuissances et l'impérialisme français, la lutte pour l'édification du parti communiste marxiste-léniniste. Et ceci à la lumières des leçons d'Octobre 17, sur la voie qu'Octobre a tracée.

Le rassemblement se fera l'écho des luttes politiques quotidiennes, des affrontements de classe, des expériences riches et multiples, des espoirs de ceux qui luttent pour que ça change dans notre pays et dans le monde entier. Il y aura, le 6 novembre, une animation permanente de toutes les salles, des spectacles culturels évoquant Octobre 1917, un meeting central. Cela se prépare dès aujourd'hui, car le succès du rassemblement sera l'œuvre de tous, amis, sympathisants et camarades.

Ainsi, sous le signe d'«Octobre aujourd'hui», le 6 novembre prochain sera une grande journée, point de départ de la bataille politique de 1978 !

Camille GRANOT